

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 477 du 17.08

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Abbas dénonce la répression "atroce" du groupuscule Jund Ansar Allah par le Hamas.

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Pierre Stambul : Le sionisme a gommé les différences idéologiques.

1-2 Israël agite l'épouvantail de l'Iran pour faire oublier le gel des colonies.

1-3 Gary M. Burge : Vers une troisième Intifada ?

1-4 Iqbal Tamimi : Abraham a acheté une grotte, il n'a pas acheté la Palestine.

1-5 **Ameer Makhoul** : Un régime raciste a-t-il besoin de nouvelles lois ?

1-6 Pat Walsh : Nous, le peuple juif, contrôlons l'Amérique, et les Américains le savent. »

1-7 Adriana Evangelizt : **Patrick Seale** est un doux rêveur.

2 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage.

2-1 Dominique Waroquiez : Des bourgmestres bruxellois tentent d'étouffer le boycott !

2-2 Multiplication des déclarations du CRIF et d'organisations membres de ce « Conseil ».

3 Annexe

3-1 **Edward Bernays** : **Psychologie et manipulation des masses (première partie)**.

3-2 Amir M. Maasoumi : Yiddishkeit vs. Zionism: génocide culturel causé par le sionisme à l'endroit de la langue, de la culture et l'héritage yiddish.

3-3 Entretien avec Paul-Éric Blanrue par Silvia Cattori : Sarkozy ou la souveraineté nationale en péril ?

3-4 Pat Walsh : L'Irlande et la Dernière Croisade britannique.

Tiré a part

Abbas dénonce la répression "atroce" du groupuscule Jund Ansar Allah par le Hamas.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a dénoncé lundi la répression "atroce et inhumaine" par le Hamas à Gaza de Jund Ansar Allah qui l'avait défié.

"La méthode employée par le Hamas est atroce et inhumaine. Je ne connais pas ce groupuscule mais je crois que c'est une émanation de Hamas", a déclaré M. Abbas en présidant la réunion hebdomadaire du gouvernement palestinien à Ramallah (Cisjordanie).

(AFP / 17 août 2009

<http://www.romandie.com/ats/news/090817102106.b862fgxi.asp>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Pierre Stambul : Le sionisme a gommé les différences idéologiques.

Si le sionisme naît à la fin du XIXe siècle, une importante scission se produit en son sein il y a environ 80 ans. Un nouveau courant qui s'intitule lui-même « révisionniste » apparaît. Son principal animateur se nomme Vladimir (Ze'ev) Jabotinsky.

Le « transfert » : un vieux projet

Jusqu'à-là, les immigrants sionistes installés en Palestine sous mandat britannique, avaient tendance (comme la plupart des colonialistes) à ignorer l'existence même du peuple autochtone. Israël Zangwill avait proféré le mensonge fondateur en affirmant qu'il fallait trouver « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » et que cette terre serait la Palestine. David Ben Gourion avait bien remarqué que le pays était peuplé. Il pensait (à juste titre) que ces « fellahs » étaient les descendants des Hébreux. Mais, feignant d'ignorer la réalité coloniale, il imaginait que ces « fellahs » s'intégreraient au projet sioniste. La révolte palestinienne de 1929 (à Hébron) et surtout l'insurrection de 1936 allaient démentir ces rêves.

Dès lors pour Jabotinsky (admirateur du fascisme italien) et ses disciples, la voie à suivre est claire. Puisqu'il est entendu que les Palestiniens sont valeureux et prêts à résister avec détermination, il faut les expulser au-delà du Jourdain. Dès la fin des années 30, le terrorisme de la droite sioniste se développe, s'en prenant aussi bien aux Palestiniens qu'aux Britanniques. Pour la majorité sioniste qui se revendique du socialisme, cette droite est infréquentable et ces « socialistes » n'hésitent pas à la qualifier de raciste et de terroriste, voire de fasciste. Pourtant, dès le départ, « gauche » et droite sionistes sont d'accord sur l'essentiel : privilégier à tout prix la construction du futur Etat Juif au détriment de toute autre considération.

Deux démarches complémentaires

En 1933, les Juifs Américains décrètent un blocus économique contre l'Allemagne où Hitler vient de devenir chancelier. Ben Gourion s'y oppose et le commerce entre le Yichouv (communauté juive en Palestine avant la création de l'Etat d'Israël) et l'Allemagne nazie se poursuivra.

À droite, le groupe Stern s'est lancé dans une guerre totale contre les Palestiniens et les Britanniques. Sa faction la plus dure dirigée par le futur Premier Ministre Itzhak Shamir assassina des soldats britanniques et prendra des contacts avec le régime hitlérien alors que le génocide nazi bat son plein. Ce même groupe assassina le comte Bernadotte pendant la guerre de 1948 pour bien signifier que le nouvel Etat d'Israël ne respectera pas le droit international.

Avec l'ouverture des archives, les historiens israéliens ont confirmé ce que les Palestiniens disaient depuis longtemps. La « Naqba » (catastrophe), c'est-à-dire l'expulsion de 800 000 Palestiniens de leur propre pays était préméditée et elle avait largement commencé au moment de l'entrée en guerre des pays arabes voisins en mai 1948. Les groupes terroristes d'extrême droite et l'armée régulière dirigée par la « gauche sioniste » (la Haganah, le Palmach) ont joué des rôles complémentaires. Ainsi à Deir Yassine, c'est un groupe terroriste, l'Irgoun, dirigé par le futur Premier Ministre Menahem Begin qui massacre la population, mais c'est l'armée régulière qui occupe le village. Deir Yassine n'existe plus, c'est devenu le quartier de Giv'at Shaul et le tunnel routier qui passe en dessous porte le nom de l'assassin : Menahem Begin.

Les responsabilités de la « gauche sioniste »

« Gauche » et sionisme, c'est un oxymore. Si la droite sioniste a toujours revendiqué la nécessité du nettoyage ethnique (certains regrettent aujourd'hui qu'on n'ait pas terminé la guerre de 48 et qu'il reste des « Arabes » en Israël), la gauche l'a pratiqué sans vergogne.

En fait la « gauche » sioniste est compromise dans tous les crimes commis contre le peuple palestinien. En 1948, la « gauche » est au pouvoir pendant la guerre. Non seulement, elle planifie l'expulsion, mais elle confisque les terres des expulsés et s'oppose à tout retour des réfugiés palestiniens dès la signature de l'armistice. L'idée du pays « de gauche » aidé par l'URSS avec des kibboutz et des pionniers défrichant leur pays pour en faire un jardin, est fautive au départ : ce pays est né d'un nettoyage ethnique. En 1956, la « gauche » est au pouvoir quand l'armée israélienne, alliée aux impérialistes français et anglais, conquiert le Sinaï. La même année, 49 Palestiniens d'Israël sont massacrés à Kafr Kassem. Ils protestaient contre le vol de leurs terres. En 1967, on sait maintenant que la crise autour du détroit de Tiran était un prétexte. La conquête était préméditée et dès l'été 1967, la colonisation est décidée.

C'est un ministre « de gauche » Yigal Allon, chef d'un petit parti « socialiste » (l'Ahdut Ha'avoda) qui organise la colonisation de la Cisjordanie. Comme il n'a pas le personnel politique pour coloniser, il va rencontrer le seul courant religieux sioniste, celui des disciples du rabbin Kook. Il leur offre des millions de shekels pour qu'ils partent coloniser. Aujourd'hui, ce courant national-religieux, soutenu au départ à bout de bras par la « gauche », représente 1/4 de la société israélienne et une bonne partie des 500 000 Israéliens installés dans les territoires conquis en 1967 s'en réclame. Bien sûr, l'arrivée au pouvoir des disciples de Jabotinsky en 1977, avec la déroute

électorale de la « gauche » face à Begin, ressemble à un tournant historique. C'en est un surtout parce que, pour la première fois, l'électorat séfarade sanctionne les fondateurs de l'Etat d'Israël tout en faisant le jeu de la droite raciste.

En 1987, Yitzhak Rabin est ministre de la Défense quand la première Intifada est réprimée avec une très grande brutalité. En 1993, cette même « gauche » semble avoir accepté l'idée de « la paix contre les territoires » en signant les accords d'Oslo. Pendant les quelques mois qui séparent ces accords de l'assassinat de Rabin, 60 000 nouveaux colons sont installés. Pourquoi ? L'épisode de Shimon Pérès au pouvoir avant sa défaite face à Benjamin Nétanyahou est une succession de crimes destinés à relancer la guerre : massacre du village de Cana au Liban, assassinat à Gaza de YahiaAyache, « artificier » du Hamas (d'après Pérès) en pleine période de trêve (1996).

À partir de cette période, la « gauche » sioniste participe à de nombreux gouvernements de coalition. C'est un ministre « de gauche » (Fouad Ben-Eliezer) qui est à l'origine du mur qui balafre la Cisjordanie (appelé clôture de séparation en novlangue). C'est un ministre travailliste réputé sensible aux questions sociales (Amir Péretz) qui, en tant que ministre de la défense, organise l'attaque contre le Liban en 2006. Et c'est un autre ministre « de gauche », Ehud Barak qui commande le carnage qui vient d'être commis à Gaza. Il y a tellement peu de différence entre « gauche » et droite sionistes que, quand Ariel Sharon (un pur disciple de Jabotinsky), plus clairvoyant que ses anciens compagnons, décide d'évacuer Gaza (pour mieux pouvoir détruire cette région), une partie des travaillistes (avec Shimon Pérès à leur tête) le rejoint dans le parti Kadima.

À l'origine du consensus

Juste avant d'attaquer à Gaza, Tzipi Livni a consulté l'ensemble des partis sionistes et tous ont donné leur accord, y compris le Meretz dont plusieurs dirigeants étaient à l'origine des accords d'Oslo. L'ancien mouvement de masse Shalom Arshav (La Paix Maintenant) est devenu un appendice du parti travailliste. Les grands écrivains considérés comme des consciences morales (Amos Oz, Avraham Yehoshua, David Grossman) ont approuvé l'agression contre Gaza après avoir approuvé celle contre le Liban deux ans auparavant.

Michel Warschawski a toujours considéré que la minorité anticolonialiste en Israël est une petite roue. En 1982, cette petite roue en avait entraîné une grande et des centaines de milliers de manifestants avaient dénoncé l'invasion du Liban et les tueries de Sabra et Chatila. C'est fini. Les manifestations contre le carnage à Gaza (en dehors de celles organisées par les Palestiniens d'Israël), n'ont rassemblé que 10 000 participants. La frontière ne passe pas en Israël entre « gauche » et droite. Elle sépare les sionistes des non sionistes ou des antisionistes. Le « complexe de Massada » a réussi à convaincre la majorité de la population israélienne qu'elle est en danger, qu'on veut la détruire, que les victimes, ce sont les Juifs, qu'il n'y a pas de partenaires pour la paix et que les Palestiniens poursuivent le projet d'anéantissement nazi. Le Hezbollah et le Hamas ont été habilement érigés en épouvantails infréquentables. Puisque l'ennemi est monstrueux, le permis de tuer existe et il n'y a pas de question à se poser. Le discours des fanatiques religieux (« les Palestiniens sont des Amalécites, la Torah dit qu'il est permis de les tuer ainsi que leurs femmes, leurs enfants, leurs troupeaux ») est devenu le discours dominant. D'ailleurs le rabbinat militaire a officialisé ce discours raciste et intégriste en excusant à l'avance tous les crimes de guerre commis à Gaza. Les barrières morales se sont écroulées.

Les électeurs ont préféré l'original à la copie

Les dernières élections en Israël, c'est un peu comme si l'OAS avait gagné la guerre d'Algérie et que des élections françaises se jouent entre Philippe de Villiers, Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen.

Sans doute l'ancien gouvernement Livni-Barak avait des arrière-pensées électorales en attaquant Gaza et s'imaginait y gagner des voix. Il est symptomatique de voir que les trois partis qui sont arrivés en tête aux dernières élections israéliennes sont trois « héritiers » différents de Jabotinsky.

Celui qui apparaît le plus infréquentable a été videur dans une boîte de nuit en Moldavie. Avigdor Lieberman, comme un certain politicien célèbre en France, a la réputation de dire tout haut ce qu'une bonne partie de l'opinion publique israélienne pense tout bas. Il a proposé, il y a quelques années, qu'on lance une bombe atomique sur Téhéran ou qu'on bombarde le barrage d'Assouan. Ce « diplomate » un peu particulier est aujourd'hui ministre des Affaires étrangères. Son succès électoral est venu d'une idée plus que centenaire, celle qui a été à la base de tous les nationalismes meurtriers : un état ethniquement pur. Il propose sans rire que le million et demi de Palestiniens d'Israël prêtent allégeance au dieu sionisme, et qu'en cas de refus, ils soient déchus de leur nationalité et expulsés. Il ne se dit pas opposé à un Etat Palestinien du moment qu'Israël garde l'essentiel, à savoir les colonies. Si son succès était prévisible dans l'électorat russophone, son discours sécuritaire (qui a failli aboutir à l'interdiction des partis politiques des Palestiniens d'Israël) lui a permis d'énormes progrès, dans les colonies ou à Sdérot. Il est cocasse d'entendre les médias français se demander si son arrivée au ministère ne va pas « mettre un coup d'arrêt au processus de paix ». Quel arrêt ? Quel processus ? Quelle paix ?

L'héritier « légitime » de Jabotinsky, Bégin et Shamir, c'est Nétanyahou. Il n'a pas varié, il est toujours hostile à tout Etat palestinien. Face à la question démographique (5 millions et demi de Juifs et 5 millions de Palestiniens entre Méditerranée et Jourdain), sa stratégie, c'est le Grand Israël et l'Apartheid : confiner les Palestiniens dans des zones de plus en plus restreintes, les pousser à partir, installer 300 000 nouveaux colons. N'ayant rien à proposer aux Palestiniens, même pas quelque chose qui pourrait remettre en selle l'Autorité palestinienne, il fait diversion en proposant une attaque « préventive » contre l'Iran. Cette idée est populaire en Israël où l'on a toujours préféré noyer la question palestinienne dans un univers plus grand : celui du choc des civilisations et de la guerre du bien contre le mal. Héritière de Jabotinsky et de Sharon, qualifiée de « centriste » par les médias, Tzipi Livni (ancienne du Mossad où elle a organisé des attentats contre des Palestiniens) est à l'origine du carnage à Gaza.

Sans doute, Barack Obama aurait préféré qu'elle gagne les élections pour maintenir la fiction de négociations

possibles. Les Etats-Unis essaieront sûrement de la ramener au pouvoir d'ici quelque temps. Le parti Kadima ne se dit pas hostile à un Etat Palestinien à condition qu'Israël garde Jérusalem Est, Maale Adoumim, Ariel, les blocs de colonies, la vallée du Jourdain ... Bref, il y aurait des bantoustans éclatés, non viables reliés par des tunnels et on appellerait cela l'Etat Palestinien.

Une classe politique nulle

Et les autres partis ? L'empressement d'Ehud Barak à rallier le parti travailliste à l'extrême droite n'a rien de surprenant. Rien ne les oppose sur le fond. C'est Barak qui a imposé l'idée qu'il n'y a pas de partenaire de la paix et qu'il n'y a aucune alternative à l'écrasement du Hezbollah ou du Hamas. C'est Barak qui a convaincu les hésitants à l'idée d'une guerre sans fin. Son alliance rappelle les pires moments de la guerre d'Algérie quand les « socialistes » Guy Mollet, Robert Lacoste, Max Lejeune faisaient cause commune avec les militaires « pacificateurs » (les généraux Massu et Bigeard), les adeptes de la torture ou les futurs dirigeants de l'OAS. Le parti socialiste français a mis 20 ans à s'en remettre. Laminé aux dernières élections, le parti travailliste israélien risque de subir le même sort.

À sa gauche, le Meretz est dans l'impasse. Prisonnier du sionisme, il a échoué dans l'idée d'un « sionisme à visage humain » qui accepterait grosso modo un retrait sur les frontières d'avant 1967. De toute façon, cette frontière internationalement reconnue (la ligne verte) n'existe plus. Elle ne figure sur aucune carte israélienne. L'annexion n'est plus rampante, tout a été fait pour la rendre définitive. L'autoroute Tel-Aviv/Jérusalem traverse les territoires occupés à Latrun. De gigantesques entreprises s'installent en Cisjordanie occupée. Les ruines d'Hérodition ou de Qumran (Cisjordanie) sont devenues des parcs nationaux israéliens, la plus grande partie de Jérusalem-Est a été transformée en banlieue résidentielle. Les routes de contournement ont redessiné la carte de la Cisjordanie. Pour que la solution de « deux peuples, deux Etats » sur la base de la ligne verte existe, il faudrait que les 500 000 colons partent ou acceptent de devenir citoyens palestiniens. L'un comme l'autre sont devenus plutôt irréalistes. Faute d'avoir posé les questions essentielles (le colonialisme, l'égalité des droits), le Meretz n'a plus rien à proposer.

Du côté des religieux, ceux qui ont conservé méfiance ou aversion vis-à-vis du sionisme (comme le groupe Nétouré Karta) sont aujourd'hui très minoritaires. Ce qui a le vent en poupe repose sur une synthèse entre messianisme fanatique (« Dieu a donné cette terre au peuple juif »), nationalisme guerrier et racisme. Ainsi, le chef spirituel du Shass (parti séfarade religieux ayant 11 députés), le rabbin Ovadia Yossef, a pu déclarer que les Palestiniens étaient tous des serpents et que la Shoah était une punition divine contre les Juifs qui s'étaient mal conduits. Le franco-palestinien Salah Hamouri est en prison pour être soupçonné (sans preuves) d'avoir eu des intentions hostiles contre ce chef « spirituel » d'une autre époque. Les partis religieux rivaux ne valent pas mieux

Ce qui unifie la classe politique israélienne, c'est la corruption.

Sharon et ses fils ont eu affaire à la justice. Ehud Olmert aussi, mouillé dans des affaires de permis de construire monnayés quand il était maire de Jérusalem, a dû démissionner. Nétanyahou lui-même a connu des moments d'éclipse. Lieberman est aujourd'hui poursuivi pour des détournements sur le financement des partis qui pourraient lui coûter son poste. Il y a deux ans, une membre de son parti, Esterina Tartman, a menti effrontément sur ses diplômes pour pouvoir devenir ministre des sciences (à la place d'un « Arabe » pressenti à ce poste). Elle a été poussée à la démission quand la vérité est apparue. Au moment du déclenchement de la guerre du Liban, le général en chef de l'armée Dan Halutz avait fait un délit d'initié en vendant toutes ses actions et en précipitant la chute (de 8%) de la Bourse de Tel-Aviv. Quand les dirigeants israéliens ne sont pas poursuivis pour détournements, ils le sont pour délits sexuels comme l'ancien président Moshé Katzav, accusé de harcèlement sexuel et de tentative de viol. Il n'y a rien à attendre de cette classe politique où le fric et l'individualisme sont devenus les valeurs dominantes. Il est peu probable que sorte de cette classe quelqu'un comme le Sud-Africain De Klerk, capable de négocier un compromis historique et de se projeter dans l'avenir. Rabin a payé de sa vie le fait d'avoir paru l'être.

Quel espoir ?

Les Palestiniens ont retenu de leur histoire tragique qu'il faut résister, ne plus partir.

On en est à la 4ème génération depuis la Naqba. Le rêve fou des sionistes, que les Palestiniens disparaissent en se fondant dans le monde arabe environnant ou qu'ils ne soient plus (à l'image des Amérindiens aux Etats-Unis ou des Aborigènes d'Australie) en situation de réclamer leurs droits n'est pas possible. En même temps, aucune paix juste ne sera possible tant que le projet sioniste sera à l'œuvre parce que ce projet a toujours reposé et repose sur la négation de la Palestine. Alors ?

Peu avant le carnage à Gaza, les élections municipales de Tel-Aviv avaient donné un résultat surprenant. La principale liste d'opposition était dirigée par un jeune membre du Hadash (le parti communiste) qui était refuznik (= objecteur de conscience) et antisioniste. Il y avait des Palestiniens de Jaffa sur cette liste qui a obtenu 36% des voix. Il semble que les jeunes aient massivement voté pour un refuznik (c'est un indice). Mais le score obtenu montre une aspiration à vivre « normalement » sans une guerre tous les deux ans, sans une mobilisation permanente, sans cette fuite en avant criminelle et suicidaire.

Tout Israélien qui réfléchit sait que la politique actuelle de destruction de la Palestine et de crimes répétés ne peut pas durer indéfiniment sans des conséquences très graves pour les Israéliens. Si la société israélienne prenait le temps de se retourner, elle aurait le temps de voir ses vrais problèmes : la violence, l'ultralibéralisme, l'effacement des identités, le militarisme, la segmentation, la perte des repères et des valeurs. Le dépassement du sionisme suppose de répondre à ces défis.

Mais pour quand ? Le temps passe, les crimes s'accumulent. Ce changement indispensable et cette rupture du « front intérieur » urgent.

Pierre Stambul,

Bureau National de l'UJFP

Pierre a su nous montrer une des petites, très petites fenêtres déterministes incapables de se concrétiser ou de se fixer car le processus qui, à la fois englobe et nie leurs petites histoires, est loin, très loin d'être purement déterministe :

Faire et défaire pour refaire...

Plier, étirer puis replier et de nouveau étirer en remodelant et en contractant...

Itération permanente d'un processus qui dessine inéluctablement son attracteur : LA PALESTINE. Cette formidable dynamique se résume en un seul mot : RESISTANCE.

Raymond Richa

10 AOUT 2009

1-2 Israël agite l'épouvantail de l'Iran pour faire oublier le gel des colonies.

Un ballet diplomatique à Tel-Aviv contre... Téhéran

La lune de miel semble reprendre de plus belle entre Tel-Aviv et Washington. Finis les échanges à fleurets mouchetés entre l'Administration Obama et le cabinet de l'intraitable Netanyahu autour du gel des colonies juives. Ce dernier semble avoir eu le dernier mot au regard de la chaude poignée de main hier entre son ministre de la Défense, Ehud Barak, et son homologue américain, Robert Gates.

Le ministre israélien du Commerce, de l'Industrie et de l'Emploi, Binyamin Ben Eliezer, a dit hier tout haut ce que tout le monde pensait déjà sur la capacité des Etats-Unis à forcer la main au grand allié Israël.

Sur les ondes de la radio publique israélienne, ce ministre a résumé un peu les résultats des entretiens entre Gates et Netanyahu : « Les Etats-Unis commencent à comprendre que la construction dans les colonies va se poursuivre. » Les menaces publiques de Barack Obama ne sont finalement qu'une petite tempête – verbale – dans un verre d'eau.

No, you can't

Signe de ce retour à la « normale » entre Tel-Aviv et Washington, hier il a été beaucoup plus question du nucléaire iranien que du gel des colonies... ! Les responsables israéliens ont habilement surfé sur la prétendue menace iranienne pour détourner l'objet d'une rencontre qui avait vocation de trouver une solution à la colonisation sauvage des territoires palestiniens. Robert Gates, bon gré mal gré, s'est donc laissé entraîner dans un débat sur la meilleure façon de corriger Téhéran. Point de déclarations sur le gel des colonies, censée être la pomme de discorde entre son Administration et le cabinet du Premier ministre israélien. Le président américain, Barack Obama, qui a mis « trois fers » au feu du Proche-Orient – Robert Gates, George Mitchell et James Jones – pour théoriquement l'éteindre, et débloquent le processus de paix, semble avoir un souci autrement plus important, celui de requinquer son image vis-à-vis des Israéliens. Pour cause, des centaines d'ultra-nationalistes israéliens, des colons pour la plupart, ont manifesté hier à Jérusalem contre « les pressions » de l'Administration américaine de Barack Obama.

Arborant des affiches dans lesquelles on pouvait lire « Oui à l'indépendance d'Israël, Non au diktat américain » et « Obama, sache que le pays de la bible appartient au peuple de la Bible » ou encore « Israël ne doit pas capituler ». C'est pourquoi Robert Gates et avant lui George Mitchell et aujourd'hui James Jones auront à cœur de détourner leur mire sur Téhéran pour recevoir l'onction de l'Etat hébreu. Dans un parfait partage des rôles, Ehud Barak envoyaient hier l'étincelle en déclarant qu'« Israël demeurerait sur sa position de base selon laquelle aucune option ne doit être écartée contre l'Iran ». Robert Gates saisit, reprend au vol et annonce ceci : « Il est clair que si le processus ne réussit pas, les Etats-Unis sont prêts à faire pression pour de nouvelles sanctions sévères qui ne seraient pas progressives. » De son côté, Hosni Moubarak a rassuré George Mitchell qu'il mène une médiation dans le cadre du dialogue entre les mouvements palestiniens rivaux Hamas et Fatah pour la libération du soldat israélien Gilad Shalit... En somme, c'est un chassé-croisé diplomatique (américain) des plus fructueux pour Israël. Quand au gel des colonies réclamé à cor et à cri, c'est une toute autre histoire...

Il est par conséquent difficile de donner corps à cette « paix globale au Proche-Orient » réclamée dimanche par George Mitchell aussi longtemps que les Etats-Unis continueront de voir avec des œillères israéliennes.

<http://www.elwatan.com/Un-ballet-diplomatique-a-Tel-Aviv>

1-3 Gary M. Burge : Vers une troisième Intifada ?

« Nous nous soulèverons, des organisations comme le Hamas deviendront plus populaires, il y aura de la violence et on nous présentera au monde comme un peuple fou, violent, une fois de plus... »

Je viens de rentrer de Terre Sainte après avoir guidé 40 presbytériens de la Galilée à Jérusalem. Ce n'est pas un territoire nouveau pour moi. Je suis allé maintes fois dans la région, guidant des étudiants travaillant sur des fouilles archéologiques, présentant des conférences et occasionnellement avec une Eglise comme celle-là. Et cette fois-ci, ce que j'ai vu et entendu m'a inquiété.

D'importants développements ont eu lieu ces six derniers mois. Il y a eu l'invasion hivernale de Gaza et quelques mois plus tard, l'homme de droite Benjamin Netanyahu devenait premier ministre. Récemment encore, le Président US Barack Obama appelait à un changement de la posture étatsunienne envers les colonies israéliennes dans les Territoires palestiniens occupés. Pour les accros du Moyen-Orient, ces mois-là ont été du lourd.

Mais il y a d'autres choses qui se passent en coulisse.

Un jour de la semaine dernière je roulais avec Yahav Zohar dans un quartier de Jérusalem. Yahav est un responsable du Comité Israélien contre les Démolitions de Maisons (ICADH), un groupe de défense qui

recherche et dénonce les politiques discriminatoires à Jérusalem et en Cisjordanie. Yahav voulait me montrer un village qui lui servait de cas d'étude. Jabal Mukabber est typique des nombreux petits villages palestiniens disséminés dans le paysage. Les touristes n'y vont jamais. Les Israéliens les évitent. Quand Israël a formellement annexé Jérusalem-Est après la guerre de 1967 en violation de résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU, il a revendiqué Jabal Mukabber comme faisant partie de la municipalité du « Grand-Jérusalem », et ses habitants ont subitement dû payer de nouvelles taxes et ont vu un monde d'opportunités s'ouvrir à eux. C'est du moins ce qu'il semblait.

Puis Yashav m'a fait voir de plus près. Jabal Mukabber n'a pas de système de tout à l'égoût. Et son système d'eau est tellement antique qu'il est régulièrement à sec. Ses rues sont défoncées, il n'y a ni parcs ni bibliothèques. L'école s'écroule. En d'autres mots, l'infrastructure de Jabal Mukabber est en ruines parce que depuis 1967 la municipalité de Jérusalem aux mains des Israéliens dépense 10 fois plus pour les quartiers juifs et pour les colonies que pour celui-ci.

Et voici le piège : quand les Palestiniens tentent de construire et d'améliorer leur sort, on leur refuse les permis de construire dans des lieux comme Jabal Mukabber. Et s'ils construisent malgré tout, les bulldozers israéliens détruisent la construction. J'ai vu les décombres de l'une d'elles. Ces dix dernières années, l'armée palestinienne a démolit 300 maisons palestiniennes dans les limites de la ville de Jérusalem. Selon l'ICADH, l'objectif ici est de frustrer les Palestiniens à un point tel qu'ils voudront partir. Et ceci afin de maintenir un quota racial explicite dans la ville : l'objectif déclaré du gouvernement israélien est de garder en tout temps un taux de 72% - 28% de juifs par rapport aux arabes. Cette formulation explicite m'a donné le vertige. Je ne pourrais pas imaginer qu'on impose un quota racial dans une ville américaine comme celle-ci.

Mais Jabal Mukabber est un bon cas d'école pour une autre raison. Car juste à côté se trouve la nouvelle colonie juive appelée Nof Zion. Elle est spectaculaire et ressemble aux hôtels de ville que j'ai vus à San Diego, en Californie. Ce sera une communauté fermée ou, comme le dit son agence immobilière, une « résidence privée ». Pendant que je regardais, on était en train de poser le système d'égouttage et les canalisations d'eau pour la colonie juste le long du village de Jabal Mukabber ! Imaginez : Jabal Mukabber sera asséché pendant que l'eau coulera dans de grands tuyaux de ciment sous ses champs pour alimenter une colonie proche. Tandis que Jabal Mukabber achète son eau par camions, Nof Zion arrosera ses jardins et emplira ses piscines.

Qu'est-ce qui se passe ici ? Comme me le disaient des travailleurs humanitaires, c'est un étranglement économique. Les villages palestiniens de Jérusalem et du reste de la Cisjordanie voient la vie s'écouler d'eux. Souvent, l'eau n'arrive qu'une fois par semaine. Dans le village de Beit Jala, elle est arrivée une seule fois en juin. Et la loi interdit aux Palestiniens de creuser des puits dans la nappe aquifère, parce qu'au même moment d'énormes machines pompent des quantités d'eau massives dans cette même nappe aquifère pour alimenter les colonies israéliennes. Si vous allez dans les coulisses, la frustration dans ces villages bouillonne.

En plus, un village peut être étranglé par la construction de la barrière de séparation - le Mur. Des villages qui depuis des siècles amarraient leur économie à Jérusalem se retrouvent à présent - comme l'ancienne Béthanie - à l'extérieur du Mur. Ils sont seuls, étranglés, dans le désert. Et peu à peu leur culture meurt. Ajoutez-y ce qui se passe à Gaza. Depuis la guerre de janvier qui a tué 1.500 Palestiniens à Gaza, Israël fait tranquillement la même chose. Aucun matériau de construction n'est autorisé dans la région dévastée pour la reconstruire. Le ciment, les canalisations, l'électricité, les machines - Gaza vit aujourd'hui dans la misère de ses bâtiments détruits.

Le dirigeant d'une ONG dans la région m'a exprimé sa frustration : « On nous permet d'organiser des convois de camions pleins de nourriture et de les emmener à Gaza. Puis à la frontière les soldats nous refusent notre autorisation d'entrer et la nourriture pourrit au soleil ». Au printemps, le dirigeant d'une importante ONG à Jérusalem s'est plaint énergiquement au gouvernement israélien. Son visa a rapidement été supprimé et il a été obligé de partir. Les autres ONG, qui ne veulent pas qu'on les empêche de travailler, se sont tues.

Un jour, je me trouvais par hasard près du grand Mur des Lamentations où tant de juifs vont prier. Comme je me tenais là, un jeune homme m'a tendu un tract de la fondation intégriste Chabad-Loubavitch. Beaucoup de gens la lisaient et je me joignis à eux. Un premier texte décrivait une stratégie pour qu'Israël « colonise le pays tout entier ». Et l'exposé me stupéfia : « N'annoncez pas aux gentils ce que vous faites ». « Faites-le sans bruit ni publicité ». L'essai étouffait ces objectifs et mon esprit se tourna immédiatement vers Jabal Mukabber et les innombrables villages comme lui. On les détruisait tranquillement.

Après ma tournée, le groupe rentra à la maison, je demeurai à Jérusalem et je parlai à certains de mes amis palestiniens chrétiens, leur demandant ce qui allait arriver. Leur réponse était parlante. Il y aura un troisième soulèvement. C'est inévitable. Mais alors je demandai si cela allait marcher, puisque le précédent soulèvement de 2000 avait échoué. Le désespoir qui suivit fut désarmant. Nous nous soulèverons, des organisations comme le Hamas deviendront plus populaires, il y aura de la violence et on nous présentera au monde comme un peuple fou, violent, une fois de plus - et les terribles politiques israéliennes paraîtront légitimes une fois de plus.

Je me trouvais au sommet d'une colline dans la ferme d'un propriétaire palestinien, ce 26 juin, et une fois encore, j'entendis s'exprimer beaucoup de ces sentiments. Ce fermier, Daoud Nassar, détient un contrat vieux de 100 ans pour sa terre cultivée. Et j'ai vu comment trois colonies en grignotaient les angles, là où des colons viennent la nuit déraciner ses jeunes oliviers ; j'ai vu les canalisations d'eau à présent fermées par le gouvernement et comment on lui prenait l'électricité. « Allez-vous partir ? » lui ai-je demandé. « C'est la terre de ma famille » dit-il. « Comment pourrais-je l'abandonner ? »

Gary M. Burge

Gary M. Burge enseigne le Nouveau Testament au Wheaton College à Chicago.

Il est l'auteur de 'Whose Land ? Whose Promise ? What Christians are not being told about Israel and the Palestinians' (2003).

Gary M. Burge

1-4 Iqbal Tamimi : Abraham a acheté une grotte, il n'a pas acheté la Palestine.

J'ai lu un article de Robin-Yassin Kassab, intitulé "Une visite à Hébron". Yassin Kassab est l'auteur de "The Road from Damascus". Cette fois, il n'écrivait pas sur Damas, mais sur ma ville natale Al-Khaleel, connue en Occident sous le nom d'Hébron.

Dans son article, il décrit sa visite à Al-Khaleel, accompagné par plusieurs merveilleux écrivains et éditeurs, parmi lesquels Michael Palin, Henning Mankel, Deborah Moggach, Claire Messud et MG Vassanji, et il décrit le malheur des gens de ma ville natale sous occupation israélienne illégale. Ces écrivains ont pu être témoins de la très douloureuse réalité lorsqu'ils sont allés en Palestine pour participer au Festival Palestine de Littérature.

Comme d'habitude, les sionistes étaient prêts, les dents aiguisées, à ruiner le travail d'explication de ce qui se passe réellement en Palestine par leurs méthodes habituelles de hasbara (propagande) en distillant de faux commentaires toxiques. Un commentaire laissé par un de ces sionistes sur son blog se plaignait « qu'aujourd'hui, les Arabes d'Hébron ont accès à 98% de la ville. Les Juifs n'ont accès qu'à 3% d'Hébron. »

Dans le commentaire de ce lecteur « anonyme », qui ressemble à une série innocente de plaintes, le lecteur qui ne connaît pas grand chose à cette partie du monde sera victime de l'impression fautive que la présence de ma ville natale par l'occupation israélienne est justifiée, et non une occupation illégale selon le droit international et même selon les standards israéliens. Ses commentaires sonnaient comme s'ils venaient d'une victime qui est supposée avoir des droits d'accès légaux.

Les 3% des Juifs d'Hébron dont il parlait n'ont rien à faire là ; la force occupante, selon le droit international, n'est pas supposée permettre ou faciliter le transfert de ses propres citoyens dans les zones occupées.

Il se plaint que les propriétaires de la ville – les Palestiniens arabes – ont accès à 98% de leur propre ville, et que les occupants, qui sont appelés, pour des raisons bien connues de manipulation des médias, « les colons », ont accès à 3%. L'expression « colon » semble être un usage très bénin de la langue pour une raison maligne.

Evidemment, selon ces chiffres, la population totale d'Al-Khaleel est de plus de 100%, et c'est un bon exemple de ce qui arrive lorsque les autorités israéliennes emploient des cyber-amateurs pour défendre ses crimes contre les Palestiniens, ils travaillent très vite et citent des chiffres qui n'ont aucun sens. L'Etat sioniste emploie chaque année des milliers de personnes pour travailler à assassiner les écrits de ceux qui révèlent la moindre information sur l'absurdité de l'occupation israélienne en Palestine, comme M. Kassab.

Ceci montre jusqu'où ils sont capables d'aller pour fabriquer des mensonges, en citant des chiffres sans aucune vérification ni référence, et, comme d'habitude, les Occidentaux les avalent parce les nombres et les chiffres sont reliés à leur expérience des études et des statistiques, et des méthodes que nous respectons tous, et dont nous ne doutons pas de la crédibilité.

Je vais surprendre « Monsieur l'Anonyme » et lui dire que les gens d'Al-Khaleel sont supposés avoir 100% accès à leur propre ville, parce que c'est chez eux. Il semble que les sionistes sont imbus d'eux-mêmes au point qu'ils pensent que les gens ne peuvent réaliser qu'il est inacceptable pour un étranger d'arriver d'aussi loin que la Russie pour occuper comme des voyous la salle de séjour de n'importe quel Palestinien et lui interdire l'accès à sa propre cuisine, ou à sa salle de bains. Bloquer l'accès des autochtones est prêcher leurs droits de l'homme, et c'est ce que les 3% de "colons" juifs font dans ma ville natale.

Ces « colons » juifs qui ont accès à 3% de chez moi ont tué trois étudiants qui marchaient sur un campus en 1986, sans aucune raison. Ces 400 « colons » brandisseurs de fusils sont gardés et protégés par 1.500 soldats qui sont témoins de leurs attaques quotidiennes sur les Palestiniens locaux sans armes, et ne font rien, même s'ils sont supposés protéger les locaux selon le droit international. Les autorités israéliennes s'affairent à démolir toute maison, si le propriétaire pose une seule brique sans leur permission, mais en même temps, prétendent qu'elles ne peuvent rien faire pour gérer la présence illégale des colons juifs au cœur d'Al-Khaleel, occupant les toits des maisons palestiniennes et jetant sur eux leurs ordures tous les jours, et traitant les Palestiniennes, dès qu'elles ouvrent leurs portes, de "putains".

Ces gens « élus de Dieu » montrent le Tout-Puissant comme un incapable qui n'a même pas pu choisir des gens respectables qui se savent se tenir, lorsqu'il a choisi son propre groupe aimé. J'imagine qu'aucune personne ordinaire ne choisirait pour ami quelqu'un qui aurait une aussi mauvaise réputation et des manières aussi méprisables que celles des colons juifs, et encore moins un Dieu compatissant. Il semble que « les élus » savent que le monde occidental est un gros hypocrite qui soutient leurs plaintes, même si parmi eux, une majorité laïque nie la présence de Dieu. Mais lorsqu'il s'agit d'Israël, soudain ils se mettent à croire sérieusement chaque plainte venant des sionistes, et le halo de l'ange apparaît, lumineux, brillant et rayonnant au dessus de leurs têtes, on peut presque toucher leurs ailes saintes. Même ceux qui se sont convertis au judaïsme hier matin pour des raisons de visa pour pouvoir travailler en Israël et qui se fichent pas mal de Moïse, de Jacob, de Salomon ou de tout autre prophète mentionné dans un livre saint, deviennent par un coup de baguette magique rapide des gens très religieux, même lorsqu'ils posent nus dans des magazines pour adulte pour promouvoir le tourisme en « Terre Sainte ».

Mon beau-frère est médecin dans une clinique située au cœur de la ville d'Hébron, où les colons transforment la vie des gens en enfer parce qu'ils sont les morveux élus de Dieu. Il travaille dans un quartier où des gens pauvres, malades et défavorisés ont besoin de soins médicaux. Les soldats qui sont supposés protéger la population locale, selon le droit international, ne le font pas, au contraire, ils aident les colons à occuper les toits des maisons voisines et celui de la clinique, les soldats pissent même dans le réservoir d'eau placé sur le toit de

la clinique pour chasser mon beau-frère et évacuer de la zone les derniers Palestiniens qui s'accrochent et essayent de continuer à vivre leurs vies malgré tout.

Pendant des années, il est allé tous les jours à la clinique, même s'il savait qu'il ne pourrait traiter le nombre toujours en diminution de malades qui pouvaient arriver jusqu'à la clinique, non pas seulement à cause de l'intimidation des colons et des problèmes d'hygiène, mais à cause des dizaines de barrages routiers et d'obstacles qui les en empêchent. Mais il n'a jamais abandonné sa mission, il a continué de travailler tous les matins – pour envoyer aux forces israéliennes occupantes le message clair « Je ne partirai pas ». Tous ses malades connaissaient sa lutte quotidienne et avaient l'habitude de frapper à sa porte à n'importe quelle heure pour lui demander de l'aide, et il ne les a jamais renvoyés. On peut imaginer quel genre de vie ce fut pour lui et pour sa femme et ses enfants, qui n'ont pratiquement jamais eu de vie privée, ne pouvant jamais prévoir le moment où on frapperait à leur porte.

Il est arrivé souvent qu'il ne puisse aller à son travail, ou qu'il ne puisse en revenir parce qu'un nouveau couvre-feu était imposé pendant qu'il était à la clinique.

C'est la réalité à laquelle chaque Palestinien de ma ville natale est confronté tous les jours. Je me souviens lui avoir demandé un jour : « Que faisais-tu à la clinique si tu ne pouvais même pas soigner les malades ? » Il a souri et m'a répondu : « J'en ai profité pour aider ma femme. J'ai ramassé presque 30 kg de feuilles d'origan, un été, pour les sécher pour l'usage familial le reste de l'année. »

Conserver la nourriture pendant les couvre-feux est encore un autre problème. Les autorités israéliennes coupent l'électricité de la ville exprès, jusqu'à ce que la nourriture entreposée dans les réfrigérateurs des maisons pourrisse et ne soit plus comestible, en plus de mettre en danger les vies des malades dans les salles d'opération des hôpitaux. Feu mon mari m'avait parlé de plusieurs opérations chirurgicales qu'il avait dû effectuer à l'hôpital Princess Alia, qui ont tournées au défi lorsque l'électricité a été coupée ; de plus, parce que de nombreux médicaments, comme les anesthésiques étaient interdits, de nombreux patients ont été recousu sans anesthésie. Et ceci n'est que quelques-unes des nombreuses souffrances que les gens doivent gérer.

Les uns après les autres, des années de difficultés ont appris aux Palestiniens à trouver leurs propres solutions, les gens savent qu'un couvre-feu peut être imposé à tout moment, pour n'importe quelle raison, personne n'est autorisé à regarder par la fenêtre ou aller marcher dehors pendant ce genre de siège, aucun magasin n'est ouvert, aucune voiture ne peut emmener un mourant à l'hôpital. Les gens d'Al-Khaleel ont dû trouver des solutions devant une réalité aussi dure. Ils ont été obligés de devenir autonomes et d'apprendre à survivre, ils n'ont plus compté sur leur nourriture réfrigérée et ils ont commencé à sécher, à conserver dans le vinaigre, la saumure et à mettre en bouteille le peu qu'ils avaient réussi à cultiver dans leurs jardins.

Le même mercenaire sioniste payé pour attaquer l'article et assassiner l'écrivain dit : « Près de 100 juifs ont été tués dans la région d'Hébron par des terroristes arabes, de sang froid, au cours des années, et ce chiffre n'inclut pas 67 juifs assassinés à Hébron il y a 80 ans, pendant les émeutes et le massacre de 1929. » (1) Je mets au défi cette personne qui nous jette à la figure ce premier chiffre arrondi en utilisant l'expression « près de » d'apporter la moindre preuve de son affirmation, mais j'aimerais quand même lui dire que selon les statistiques officielles du Bureau Central Palestinien des Statistiques, le nombre de civils innocents tués à Hébron par les soldats israéliens, en seulement 8 ans, pas en 61 ans, entre le 29 septembre 2000 et le 31 décembre 2008, est de 265 personnes, tous des gens innocents.

Cette même personne, à l'évidence appointée par le Ministre des Affaires Etrangères d'Israël pour blanchir son image détériorée se plaint de ce qu'elle décrit comme le « bruit » dans ma ville natale occupée, il affirme : « L'appel musulman à la prière commence vers 4h du matin et il est répété 5 fois par jour, avec d'autres interludes publics, jusqu'après 11h du soir, réveillant les gens endormis et les empêchant de dormir, avec ce bruit diffusé de nombreux endroits de la ville. »

Pour l'amour de Dieu, si vous n'aimez pas vivre ici, mais repartez donc d'où vous venez ! Vous vivez chez nous, vous n'avez aucun droit de nous dire comment nous comporter ou vous plaindre de nos rituels de culte, nous le peuple non élu qui continue à prier Dieu, contrairement à son propre peuple élu qui a sali son nom. Donc..., cet homme élu par Dieu considère que l'appel à la prière est un « bruit », alors que les bombardements, les tirs et les démolitions de maisons, les balles des snippers qui pleuvent tout le temps, et les avions militaires bourdonnant depuis 1967 n'en sont pas ? Allez donc dormir ailleurs, là où vous aurez le droit de dormir sans être dérangé par le « peuple non élu par Dieu ».

Le même moulin à paroles se plaint aussi de la Mosquée d'Abraham, qui n'est plus traitée avec la dignité et le respect qu'elle mérite, il dit : « La plus grande salle, la Chambre d'Isaac, est interdite aux Juifs pour que les Musulmans puissent y faire leurs prières. » Je pense qu'il oublie de mentionner que les Israéliens occupent plus de la moitié de la Mosquée et en tant que tel, les Musulmans n'ont pas accès à leur propre lieu de culte ; les trois entrées principales sont équipées de portes de sécurité métalliques et les Musulmans ne peuvent entrer que par une seule des entrées, où ils sont fouillés et humiliés, hommes et femmes, avant chaque prière, par le peuple élu de Dieu. Mais il a surtout volontairement oublié de mentionner qu'un juif fondamentaliste raciste a abattu 29 musulmans, agenouillés en prière, dans cette même mosquée, et qu'il est considéré comme un héros par la société sioniste juive.

De plus, il ment comme un arracheur de dents lorsqu'il affirme : « La plupart de ces 400 colons sont des enfants, et ils ne portent pas d'armes à feu. » Ah vraiment ! Quelle information fascinante ! Mais alors... la quatrième armée du monde ne peut pas contenir moins de 400 personnes, dont la majorité sont des enfants ?? Je voudrais conseiller à ce raconteur de bobards des Affaires étrangères que s'il veut concocter des mensonges, qu'il fasse quelques recherches... et qu'il raconte une histoire à l'épreuve des mensonges, parce qu'il y a des gens qui lisent, et il y a ceux qui font leurs propres recherches.

Et, au fait, lorsqu'il y a 4.000 ans, le Prophète Abraham est venu dans ma ville comme un immigrant irakien, il

nous a acheté à nous, les Palestiniens, les gens d'Al-Khaleel, une grotte qui est devenue plus tard le lieu de sépulture de sa femme... vous n'êtes certainement pas sérieux si vous croyez que celui qui achète une grotte est propriétaire de tout le pays, et qu'il peut le transmettre en héritage à tous ces fidèles, où qu'ils se trouvent !!!

(1) Au sujet du massacre d'Hébron du 8 juillet 1929, lire le témoignage du Rabbin Baruch Kaplan : "[80ème anniversaire du massacre d'Hébron, une propagande sioniste](#)". (ndt)

(2) Voir à la fin de l'article d'Iqbal Tamimi, sur son blog "[Palestinian Mothers](#)", toute une série édifiante de vidéos et de photos sur l'enfer que vivent les Palestiniens d'Al-Khaleel.

Vendredi 14 août 2009

Sources ISM

<http://palestine.over-blog.net/article-34896853.html>

1-5 [Ameer Makhoul](#) : Un régime raciste a-t-il besoin de nouvelles lois ?

Après l'hérétique « démocratie défensive », voilà le « racisme défensif »

L'une des questions suscitées par cette quantité importante de législations racistes israéliennes actuelles consiste à savoir pourquoi et quel en est le but ? Cette question devient plus pressante encore à la lumière de la réalité clairement établie que le racisme d'Israël possède déjà tous les outils pour être pratiqué, aucun outil ne lui manque.

En tant que régime colonial et raciste dans son essence, Israël s'appuie sur les principes et les valeurs inclus dans les nouvelles lois proposées, et qu'il a toujours formulés sous la forme de démocratie et d'Etat de droit. La sociologie et les sciences politiques israéliennes ont été secourues par ce qui est appelé prototype de « démocratie défensive » soit le droit et le devoir du régime démocratique à se défendre et à défendre sa démocratie, ce qui signifie, dans le cas israélien, que la marge de la démocratie se rétrécit au fur et à mesure que la répression nationale et raciste augmente. La conception de démocratie défensive que propage l'académie israélienne, pour contourner le droit et justifier la répression, qui est même reprise par une infime partie des académiciens arabes, est une formule pour justifier, de manière précise, la conception sioniste de l'Etat juif démocratique.

Nous assistons actuellement au racisme défensif et non à la « démocratie défensive ». C'est une question importante, où l'Etat et le régime raciste sont globalement dans une situation de réaction envers l'évolution en cours au sein des Palestiniens de l'intérieur, avec l'élaboration d'une identité nationale et patriote, et une conscience qui en est issue, pour déterminer la nature du conflit avec l'Etat et la lutte pour le droit palestinien. Ce qui veut dire, d'une manière générale, que l'Etat est en recul, que l'arrivée du gouvernement de Netanyahu au pouvoir est un signe de faiblesse et non de force, mais cela ne diminue en rien les dangers et les défis, mais aide plutôt à comprendre l'équation générale du conflit.

Israël ne sera pas plus raciste avec ces nouvelles lois, mais il poursuivra son racisme colonial de façon méthodique, comme cela est depuis 1948, en tant qu'Etat. Les lois découlent de son racisme et ne sortent pas hors du cadre de son racisme. En réalité, il est nécessaire de développer le discours palestinien et arabe courant et la lecture précise du racisme israélien. Accuser Israël de racisme n'est qu'une description partielle du fondement, beaucoup plus grave que le racisme. La politique israélienne, tout comme l'essence du projet sioniste envers les Palestiniens, est une politique coloniale d'extirpation, et son racisme ne fait que découler de cette essence. C'est l'essence de son comportement avec les masses de notre peuple à l'intérieur, dans le cadre d'une vision coloniale envers l'ensemble du peuple palestinien et de ses droits, et même l'ensemble de son environnement régional arabe. Un régime colonial qui est né sur les ruines d'un peuple après l'avoir extirpé de sa patrie et qui s'y est installé, ne peut être que raciste. L'essence d'Israël, ses lois, ses règlements, la nature de son régime, tout le reflète et le confirme. Toute autre conception n'est que le produit de la défaite arabe et non une vérité historique.

De retour à ce qui se passe aujourd'hui, le changement important et le plus grave qui est en cours, c'est la confirmation par l'Etat à tout raciste que l'Etat de droit ne s'opposera pas au racisme. Si Israël se comporte envers soi-même comme un Etat de droit et un régime central fort, en tant que centre de décisions sécuritaire, politique et économique extrêmement centralisé, il semble être le contraire, d'après les lois actuelles, ce qui veut dire que, par décision de l'Etat et de son pouvoir central, les freins représentés par la loi et l'Etat seront allégés. La répression directe de la part de la police, du shabak et de l'appareil judiciaire a échoué à entamer la volonté et la conscience de nos masses. Nous assistons à une sorte de privatisation, si l'on peut dire, dans le domaine de la répression, de sorte que les racistes partagent le rôle avec l'Etat pour réprimer les masses arabes, pour les agresser et les user, l'Etat voulant apparaître comme une partie tierce entre deux groupes de population en conflit. Les agressions sanglantes à Akka contre la présence arabe, au cours de l'année dernière, ont constitué un exemple et assurément, ce ne seront pas les dernières.

Les Palestiniens de l'intérieur vivent une situation proche d'une guerre d'usure proclamée, que Yoav Diskin, le chef de l'appareil des renseignements généraux, le shabak, a initié au début de 2007 en considérant les Palestiniens de l'intérieur comme une menace stratégique sur l'Etat juif. Il a abouti à cette définition suite à l'échec de l'agression israélienne sur le Liban en 2006, suivie par les bouleversements stratégiques dans la conception de la sécurité nationale et la guerre future, y compris le rôle populaire et moral des Palestiniens de l'intérieur dans la résistance à cette agression.

Au cours de l'agression sur Gaza, cette année, les masses arabes ont été la frange la plus organisée et la plus combative parmi les communautés du peuple palestinien. La campagne d'intimidation et d'usure de la force et du moral des gens menée par les services de renseignements s'est accrue et intensifiée. L'Etat essaie de démanteler nos forces collectives, d'empêcher le développement et la coordination de notre organisation collective et noyer notre emploi de temps par des questions subalternes dont le but est souvent de nous éloigner

de l'essentiel. Le principal objectif israélien consiste à affaiblir la lutte palestinienne en général, afin de poursuivre la suppression du droit palestinien.

Les nouvelles lois israéliennes ne sont pas un fait en soi mais font partie d'une voie d'ensemble qui vise notre entité organisée, et vise à écarter le rôle assumé par l'intérieur dans l'équation du conflit palestino-israélien, et régional, arabo-israélien. Ce sont des lois faites pour faciliter les poursuites politiques et l'auto-intimidation des masses d'un peuple qui a, depuis des décennies, brisé l'obstacle de la peur et de l'intimidation et qui n'accepte pas de faire dépendre d'une loi israélienne, ni ses droits ni son rôle palestinien et arabe. Le prix à payer pour cette attitude ne nous fera pas reculer.

Ameer Makhoul

Ameer Makhoul, directeur général d'Ijtihad (Union des associations civiles arabes de Palestine 48)

24 juillet 2009,

Traduit par CIREPAL (Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

<http://www.aloufok.net/spip.php?article734>

1-6 Pat Walsh : Nous, le peuple juif, contrôlons l'Amérique, et les Américains le savent. »

Pour que l'arbre ne cache pas la forêt

L'article ci-dessous est un rappel historique intéressant pour qu'on ait toujours une vision globale, pour que l'arbre, aussi grand t-il, ne cache pas la forêt.

C'est un rappel qu'il fut une époque, il y a moins d'un siècle, où les juifs sionistes étaient minoritaires entre les juifs et ne pesaient pas très lourd, mais furent plutôt des pions dans les plans de l'Empire britannique en concurrence avec d'autres empires européens pour la domination du monde, et que la situation de la planète n'était pas alors bien meilleure que celle de nos jours, en prenant en compte l'évolution des moyens de destruction des plus puissants.

Aujourd'hui les Etats-Unis ont repris le relais à l'Empire britannique, et la nouvelle administration EU donne des signes qu'elle veut rétablir « la paix » en Palestine et dans le monde, notamment dans les ex-colonies de cet empire britannique qui sont aujourd'hui le terrain des grandes opérations de tuerie, de déplacement, et de destruction.

Cependant ceux qui croient à cette volonté « pacifique », s'inquiètent du poids du lobby sioniste aux Etats-Unis et ses alliés, et se rappellent une déclaration attribuée à Ariel Sharon en octobre 2001 où il aurait dit à Shimon Pérez : « À chaque fois que nous faisons quelque chose, vous me dites que l'Amérique fera ceci ou fera cela... Je veux vous dire une chose très claire: ne vous inquiétez pas des pressions américaines sur Israël. Nous, le peuple juif, contrôlons l'Amérique, et les Américains le savent. »

L'a-t-il dit ou pas ?

Et si oui, l'y croirait-il ou est-ce que ce n'est qu'une déclaration arrogante de conditionnement d'esprit ? Cela n'a pas vraiment d'importance. Car le résultat est là, c'est de renforcer le sentiment que les juifs sionistes sont des gens à part, presque des extraterrestres surpuissants contre qui personne ne peut résister, un « peuple élu » soutenu par une « puissance divine » !

Ne soyons pas naïfs ! Les juifs sionistes existent parce que les puissances impérialistes occidentales, qu'elles portent un habit de moine ou un habit de laïc, en veulent d'eux. Ces sionistes ont certes pris du poids et sont plus forts et plus nombreux aujourd'hui, mais ce sont toujours ces puissances impérialistes qui les irriguent et les dopent. La seule chose qui a peut-être changé, c'est qu'ils participent désormais ensemble à élaborer et à mettre en œuvre leurs plans communs.

De Bush et sa « Croisade » et son ami Blair, à Obama et son ami Sarkozy, nous avons entendu tous ces chefs s'adresser aux mondes arabe et musulman, pour nous affirmer que toutes ces grandes opérations de désolation sont destinées à combattre le « terrorisme », à réaliser la « paix », et à promouvoir la « démocratie », qu'ils ont du respect profond pour l'islam et qu'ils sont les amis des musulmans, que ces musulmans soient des Afghans, des Pakistanais, des Irakiens, des Palestiniens, des Somaliens etc., voire même de simples habitants d'HLM... N'applaudissons pas, car ces nouveaux chefs n'ont rien inventé, et ils doivent cette stratégie de beaux discours aux anciens maîtres en l'art. Ainsi nous pouvons lire la notice privée et confidentielle que le gouvernement britannique a adressée à la presse le 15 novembre 1917, notice citée dans un article du « Journal of Contemporary History » en janvier 2001 :

« Nous attirons l'attention de la presse sur l'aspect indésirable de publier le moindre article, paragraphe ou image qui pourraient suggérer que les opérations militaires contre la Turquie aient un quelconque sens de Guerre Sainte, de Croisade moderne, ou ayant quoi que ce soit avec les questions religieuses. L'Empire britannique est supposé contenir cent millions de Mohammadans, sujets du Roi, et il est manifestement nuisible de donner l'allusion que notre conflit avec la Turquie est entre la Chrétienté et l'Islam ».

Un peu plus haut, nous lisons que quelques semaines plus tard, quand Jérusalem fut tombée entre les mains des Britanniques, la gazette londonienne « Punch » publia une illustration mémorable sous-titrée « La Dernière Croisade » montrant Richard Cœur de Lion regardant Jérusalem et exprimant sa joie en disant « Mon rêve se réalise » !

1-7 Adriana Evangelizt : Patrick Seale est un doux rêveur.

Nous avons mis en rouge (ndlr : dans l'original – et pas par LM & DC) tout ce qui mérite débat et va à l'encontre des objectifs de la CASTE sioniste. Patrick Seale en parle en trois lignes à la fin de l'article. Nous pensons que

Seale est un doux rêveur. Et qu'il connaît mal la CASTE, ses motivations et son but. Tout comme il connaît mal l'influence du lobby de la CASTE sur les sénateurs du Congrès. Le lendemain de la visite de Netanyahu à Washington et de la rebuffade d'Obama à l'encontre du sioniste, le président Américain a vu sa demande de subvention refusée par le Congrès.

Depuis, il y en a eu d'autres. Ceci est un aperçu de ce qui l'attend. S'il marche dans les intérêts de la CASTE tout ira bien sinon... il va se heurter à un mur et peut-être bien finir comme Kennedy. Parce que la CASTE et ses mercenaires sont capables de tout mais surtout du pire. La Première chose qu'il ne faut JAMAIS oublier, c'est que la CASTE ne veut pas de Palestine. Quand on sait cela, tout le reste après n'est que gesticulation de la part des menteurs. Ils font semblant d'avancer d'un pas mais ils reculent de dix, en trouvant toujours des excuses pour retarder sempiternellement ce qu'ils ne veulent pas faire et que la communauté internationale fait semblant d'exiger.

Car comme de Gaulle savait, tous les chefs d'Etat du monde savent que la Palestine n'est pas prévue au programme. Cela fait soixante ans que dure le cinéma. Tel qu'on connaît ses saints, on les honore. Déjà, qu'Obama se réconcilie avec l'Iran et la Syrie ne plait pas à la CASTE. Si vous suivez attentivement les mythes bibliques, vous verrez que tous les royaumes qui ont eu le malheur d'envahir Canaan sont aujourd'hui dans le collimateur.

Donc l'Iran suivra le même chemin.

La CASTE a un vieux compte à régler. Vieux compte qui date de 4000 ans, y compris avec les Anciens Israélites. Mais ça, peu de gens sont au courant. Et c'est bien dommage.

Adriana Evangelizt

Patrick Seale : L'effet Obama

Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Lentement mais sûrement, grâce à la détermination et à l'habileté du président américain, se dessine la possibilité d'une paix globale dans la région.

Il ne fait plus de doute que Barack Obama est résolument déterminé à apporter la paix au Moyen-Orient. Le président américain agit avec finesse. Il cherche à persuader plutôt qu'à contraindre. Il préfère la carotte au bâton. Ce serait une folie de la part des Arabes comme des Israéliens de chercher à combattre son dessein.

Dans toute la région, le message commence à passer. On assiste aux prémices de ce que l'on pourrait appeler l'« effet Obama ».

Les objectifs du président américain sont clairs. Il est absolument convaincu que les intérêts nationaux des États-Unis exigent la fin des conflits d'Israël avec ses voisins, la fin, aussi, d'une querelle longue de trente ans entre son pays et l'Iran. Il veut intégrer la République islamique dans le cercle des nations amies et ramener Israël à la légalité internationale en mettant un terme à l'occupation du territoire palestinien.

Israël et l'Iran sont les deux volets indissociables de sa politique au Moyen-Orient.

Bien qu'Israël soit un proche allié des États-Unis et l'Iran leur adversaire, on relève un parallélisme frappant dans l'approche d'Obama à l'égard de l'un et de l'autre. On pourrait ainsi le résumer : « Il n'est pas dans notre intention d'interférer dans vos affaires intérieures ou de vous dicter votre conduite : vous êtes des pays souverains et vous devez prendre vous-mêmes vos décisions. Mais nous croyons qu'il est dans votre intérêt d'écouter nos conseils. »

Pour les deux pays, les choses sont claires : s'ils ne jouent pas le jeu, ils doivent s'attendre à des sanctions. Elles seront énoncées énergiquement dans le cas de l'Iran et de façon plus discrète dans celui d'Israël. Mais la signification sera la même. Si les Israéliens et les Iraniens veulent avoir de bonnes relations avec Obama, ils ne doivent pas faire obstacle à ses objectifs.

Selon des familiers de la Maison Blanche, la guerre d'Irak a marqué un tournant dans la pensée du président américain. Il a été scandalisé par la façon dont les « néocons » pro-Israéliens de Washington ont poussé le pays à la guerre. Une guerre à laquelle il s'est opposé lui-même et qui s'est révélée immensément coûteuse pour les États-Unis, à la fois en hommes, en argent et en réputation. Les États-Unis, a-t-il alors jugé, ont perdu le contrôle de leur politique étrangère au profit de groupes d'intérêts particuliers. Il ne veut pas qu'une telle chose se reproduise. D'où sa résolution à mettre un terme à la désastreuse aventure irakienne, à résister aux pressions israéliennes en faveur d'une offensive contre l'Iran, ou à empêcher Israël de passer lui-même à l'attaque. Le président américain ne se contentera pas d'une paix partielle au Moyen-Orient. Il veut une paix globale, c'est-à-dire une paix entre Israël et les Palestiniens, entre Israël et la Syrie, entre Israël et le Liban, ainsi que la normalisation des relations entre Israël et la totalité du monde arabe. Cet objectif ambitieux est devenu sa priorité personnelle.

« Choix difficiles »

Voilà le message que l'envoyé spécial de la Maison Blanche George Mitchell, le conseiller à la Sécurité nationale James Jones et le secrétaire à la Défense Robert Gates sont venus délivrer dans la région la dernière semaine de juillet. Le général Jones a donné aux Israéliens l'assurance que l'Amérique continuera à garantir leur sécurité. Le secrétaire à la Défense, lui, a exhorté les Iraniens à saisir la main que leur tend Obama plutôt que de s'exposer à un durcissement des sanctions à leur égard. Mitchell, pour sa part, a dit au Premier ministre israélien que seule la paix peut garantir la sécurité à long terme de l'État hébreu. Ce qui implique de faire des « choix difficiles », tout particulièrement en ce qui concerne les colonies juives en terre palestinienne.

L'« effet Obama » est déjà visible. On peut le voir dans la décision récente d'Israël d'alléger les mesures de contrôle à certains des six cents points de contrôle qui étranglent l'économie de la Cisjordanie et rendent impossible la vie des Palestiniens. On peut le voir dans l'intention déclarée des Israéliens de mettre sur pied une unité spéciale chargée de démanteler d'un seul coup une vingtaine de colonies sauvages. On peut le voir aussi,

paradoxalement, dans l'acharnement de Netanyahou à défendre le prétendu droit des juifs israéliens à construire comme ils l'entendent dans le Jérusalem-Est arabe – assurément un stratagème pour détourner l'attention des Américains de la question plus large du gel complet des colonies, sur lequel Obama met l'accent. Autre signe du désir du président américain de rechercher une paix d'ensemble dans la région, l'amélioration rapide des relations entre Washington et Damas, avec notamment la promesse d'une levée des sanctions commerciales qui pèsent sur la Syrie. En même temps, la Turquie, qui s'est imposée comme un acteur majeur sur la scène moyen-orientale, se dit prête à reprendre son rôle d'intermédiaire entre la Syrie et Israël. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a d'ailleurs rencontré le président Bachar al-Assad le 22 juillet à Alep.

Gestes de réconciliation

L'« effet Obama » est encore décelable dans deux articles récents du correspondant israélien du New York Times, Ethan Bronner. Dans le premier, il rapporte que le Hamas a suspendu les tirs de roquettes sur Israël et met désormais l'accent sur la « résistance culturelle » plutôt que sur la « résistance armée ». Dans le second, il manifeste sa surprise en découvrant que les juifs ultraorthodoxes de Modiin Illit, une cité de 45 000 résidents – qui s'enrichit de 60 naissances par semaine – édiflée sur la terre de Cisjordanie occupée en 1967, « ne se considèrent pas comme des colons ou des sionistes et ne se sentent nullement obligés de vivre en Cisjordanie ». En d'autres termes, ils sont prêts à se réinstaller en Israël proprement dit.

Tout en pressant Tel Aviv d'abandonner ses ambitions expansionnistes, Obama pousse les États arabes à faire des gestes de réconciliation en direction d'Israël, de façon à convaincre l'opinion de ce pays des bénéfices de la paix. Inévitablement, l'Égypte et la Jordanie, pays déjà en paix avec l'État hébreu, sont sollicités à cet effet. Le fait que les Égyptiens ont autorisé des navires de guerre israéliens à traverser le canal de Suez a été interprété par certains comme un avertissement à l'Iran. On pourrait y voir aussi un message aux Israéliens, destiné à leur rappeler que l'hostilité arabe à leur égard n'est pas éternelle, et qu'un apaisement est à portée de main, à condition qu'ils cessent d'opprimer les Palestiniens.

Lentement mais sûrement, grâce à quelques coups habiles du président américain, on voit apparaître la possibilité d'une nouvelle carte du Moyen-Orient. Mais ce ne sont encore que des prémices. Washington n'a apparemment pas encore pris de décision : soit annoncer son plan de paix détaillé, soit continuer à mettre la pression, ferme mais amicale, sur les parties en conflit.

Il est un cas où la paix ne se fera probablement pas sans affrontement. Les colons extrémistes ne se laisseront pas faire. Par crainte d'une guerre civile – ou, tout au moins, d'un éclatement de sa coalition –, Netanyahou hésitera à utiliser la manière forte. Et puis, on peut s'attendre à des provocations des extrémistes de tout bord. Mais, toutes choses considérées, l'« effet Obama » commence à fonctionner. Et il y a bien longtemps que la région n'avait connu de perspectives aussi prometteuses.

Lundi 10 août 2009

Sources [Jeune Afrique](#)

<http://palestine.over-blog.net/article-34753498.html>

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Dominique Waroquiez : Des bourgmestres bruxellois tentent d'étouffer le boycott !

Alors que la campagne de boycott des dattes des sociétés israéliennes et des colons de la Vallée du Jourdain bat son plein, avec des actions à Bruxelles, mais aussi à Liège et à Verviers et bientôt à Charleroi et qu'Israël compte bien empocher l'argent de l'apartheid durant le ramadan qui approche, les équipes de distribution de tracts « Boycott » sont de plus en plus nombreuses et dynamiques. Depuis plus d'un mois et demi, habillées des désormais célèbres tee-shirts verts « Palestine vivra, boycott Israël » et pleines d'enthousiasme, elles déambulent régulièrement dans les rues, sur les marchés et invitent les clients et clientes potentielles à ne pas oublier Gaza, la colonisation et l'épuration ethnique qui continuent en Cisjordanie occupée... et à soutenir ainsi le peuple palestinien par la campagne de boycott désinvestissement sanctions (BDS).

Le premier lot de 40.000 tracts de la Coordination Boycott Israël (COBI) ayant été rapidement épuisé et très bien accueilli, il a déjà fallu en refaire : sur les marchés beaucoup de gens nous remercient, nous encouragent, nous félicitent même ou nous tendent les mains pour avoir l'info. Certains nous ont rejoints : « si les politiques laissent faire, c'est à nous de bouger ! »

Mais depuis le début du mois d'août, certains essaient de nous faire taire et d'ainsi étouffer l'appel à la solidarité avec la résistance du peuple palestinien, et de casser ce mouvement naissant par toutes sortes de motifs aussi flous les uns que les autres.

Ainsi au Marché d'Anderlecht ce dimanche : alors que nous distribuions de manière pacifique des tracts à la sortie du métro- sur la voie publique- la police nous a menacés d'arrestation si nous ne partions pas immédiatement : interdiction de manifester et de distribuer des tracts. Point. Motifs signalés : aucun. Mais la semaine précédente des sionistes étaient déjà venus nous interpeler, souvent en criant, suivant en cela une bonne vieille méthode, afin que la police interdise notre présence pour « trouble de l'ordre public » (sic)... Au marché du midi, même chanson. Le bourgmestre de St Gilles interdit aussi nos actions, idem à Schaerbeek : pas de tee-shirts, pas de tracts.

Bref, nous dérangeons ... les sionistes et toutes celles et ceux qui veulent continuer à laisser se poursuivre la colonisation, l'apartheid, l'occupation et la mort lente du peuple de Gaza... Mais nous dérangeons aussi, c'est clair, ceux qui prétextant une volonté de neutralité, soutiennent cette politique ou d'autres encore qui y collaborent pour soutenir leur business .

Au marché de Molenbeek, ce jeudi matin, alors que nous distribuions les tracts « Boycott », et que le bourgmestre nous avait accordé une autorisation, les forces de l'ordre ont exigé les papiers d'identité de plusieurs d'entre nous, parfois à deux reprises et à quelque temps d'intervalle : « les ordres ! »

Au marché matinal où à plusieurs reprises, des actions ont eu lieu aux petites heures (visites des entrepôts, repérage des dattes à boycotter et des autres, photos des étiquetages, discussion avec les commerçants, proposition d'alternatives, distribution et conscientisation des transporteurs et des grossistes venus s'achalander...), les forces de police nous ont aussi empêchés de revenir à l'intérieur du centre : privé !

Chez les grossistes, près du quai du commerce, les discussions et les observations ont souvent été intéressantes. Certains nous ont avoué qu'ils boycottaient ces dattes depuis longtemps, et qu'ils allaient importer des dattes palestiniennes : question d'éthique. Quelques uns, par contre aurait préféré ne pas nous voir et surtout ne pas nous revoir : les entrepôts regorgeaient de dattes King Salomon, Jordan River, Carmel ...ou encore de grosses dattes sans origine indiquée...ou sans emballage, de quoi duper les clients..

Qu'à cela ne tienne, nous avons décidé de poursuivre les actions. Nous allons continuer à interpeler le monde politique, et à affirmer librement et pacifiquement notre volonté de soutenir les droits du peuple palestinien. Même si cela ne convient pas à ce que pensent certains responsables politiques, car c'est un droit démocratique.

Déjà, nous demandons à tout un chacun à faire de même, comme à l'époque de la lutte contre l'apartheid. Pour de l'info et pour participer avec nous aux actions à venir, contactez-nous. Palestine Vivra ! Boycott Israël !

Waroquiez Dominique

(et zou: un tout petit film des méchants que nous sommes: <http://www.youtube.com/watch?v=BTIEvk-hNjI> (film fait par quelqu'un de l'équipe .

13 Août 2009,

Dominique Waroquiez

2-2 Multiplication des déclarations du CRIF et d'organisations membres de ce « Conseil ».

Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

PS : La publication de l'article doit être vu comme information.

L'Union Juive Française pour la Paix s'inquiète devant la multiplication des déclarations du CRIF ou d'organisations membres de ce « Conseil » se faisant les porte parole des courants les plus bellicistes de l'Etat israélien et prétendant obtenir de l'Etat français un alignement pur et simple sur les positions du gouvernement Netanyahu. Ces mêmes organisations veulent obtenir la condamnation pénale de l'antisionisme (en prétendant qu'il ne peut être que le masque de l'antisémitisme) et des appels au Boycott des produits israéliens (assimilé à une volonté de destruction pure et simple de la société israélienne).

Le communiqué du CRIF à propos de la convocation par le Quai d'Orsay de l'Ambassadeur d'Israël est proprement ahurissant. Alors que le gouvernement français a été plus que discret dans ses réactions face aux crimes de guerre d'Israël (notamment à Gaza en décembre et janvier derniers), à la poursuite de la colonisation et de la construction du Mur, comme au traitement infligé à l'étudiant franco-palestinien Salah Hamouri ; alors qu'il a même été quasiment muet devant les vexations et humiliations subies par ses représentants diplomatiques (la dernière en date étant l'interdiction faite à notre représentant consulaire d'assister à l'audience de dimanche où Salah a vu sa libération refusée) ; quand enfin l'Ambassadeur d'Israël est convoqué au sujet des destructions illégales au regard du droit international de quartiers entiers de Jérusalem Est, et malgré toutes les précautions prises par Bernard Kouchner et Nicolas Sarkozy pour réaffirmer que la France partageait avec Israël les mêmes valeurs, le CRIF s'émeut, affirme que la loi israélienne doit s'appliquer sur la ville de Jérusalem dans sa totalité, en contradiction même avec les résolutions de l'ONU, et demande qu'Israël soit traité en ami.

Auparavant plusieurs organisations parmi lesquelles l'Union des Patrons Juifs de France (UPJF - à ne pas confondre s'il vous plaît avec l'UJFP) avaient diffusé un « appel à la clémence » pour les nervis de la Ligue de défense Juive coupables de la dévastation de la librairie Résistances, excusables de ne « plus croire à la justice de leur pays » devant la « déferlante antisémite » que connaîtrait la France, notamment au travers des actions de Boycott et de la mansuétude de la Justice pour les coupables dans le procès Halimi !

Nous avons déjà dit le caractère de fuite en avant criminelle et suicidaire de la politique israélienne, qui voit dans l'impunité que lui a accordé jusqu'ici la « communauté internationale » (on attend aujourd'hui que les déclarations d'Obama se traduisent en actes) des raisons de poursuivre la dépossession du peuple palestinien alors que cela ne fait qu'éloigner toujours un peu plus la possibilité d'une solution de paix juste et durable.

Nous disons qu'en s'alignant sur cette politique le Conseil dit représentatif des Institutions Juives de France engage les Juifs de France dans la même impasse d'une guerre sans fin contre tous, développant une idéologie de forteresse assiégée par des ennemis et des traîtres.

Nous disons qu'il revient au Président de la République et au gouvernement de ne pas céder à cet invraisemblable chantage communautariste, comme il vient malheureusement d'être fait en interjetant appel du jugement dans l'affaire Halimi.

Nous disons qu'il revient au Président de la République Française et au gouvernement de contribuer à casser cette dérive en développant une position ferme de défense des droits humains de tous les peuples. Cela devrait

commencer, notamment, par la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël (comme prévu à son article 2) et par l'exigence de libération immédiate de Salah Hamouri.

Pour l'UJFP, André Rosevègue, co-président 29 juillet 2009

<http://allainjulesblog.blogspot.com/2009/08/pierre-stamboul-de-lunion-juive.html>

http://www.dailymotion.com/video/xa0v7b_pierre-stambul-ujfp_webcam

3 Annexe

La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Edward Bernays : Psychologie et manipulation des masses (première partie).

L'étude systématique de la psychologie des foules a mis au jour le potentiel qu'offre au gouvernement invisible de la société la manipulation des mobiles qui guident l'action humaine dans un groupe. Trotter et Le Bon d'abord, qui ont abordé le sujet sous un angle scientifique, Graham Wallas, Walter Lippmann et d'autres à leur suite, qui ont poursuivi les recherches sur la mentalité collective, ont démontré, d'une part, que le groupe n'avait pas les mêmes caractéristiques psychiques que l'individu, d'autre part, qu'il était motivé par des impulsions et des émotions que les connaissances en psychologie individuelle ne permettaient pas d'expliquer.

D'où, naturellement, la question suivante : si l'on parvenait à comprendre le mécanisme et les ressorts de la mentalité collective, ne pourrait-on pas contrôler les masses et les mobiliser à volonté sans qu'elles s'en rendent compte ?

La pratique de la propagande a récemment prouvé que c'était possible, du moins jusqu'à un certain point et dans certaines limites. Certes la psychologie collective est loin d'être une science exacte et les mystères de la motivation humaine n'ont pas tous été révélés. Cela étant, l'alliance de la théorie et de la pratique s'avère assez fructueuse pour qu'il ne soit plus permis de douter que, dans certains cas, la mise en œuvre de tel ou tel mécanisme provoque en effet un changement d'opinion remarquablement conforme à celui attendu, un peu comme un automobiliste règle la vitesse de sa voiture en agissant sur le débit d'essence.

Bien que la propagande ne soit pas une science au sens expérimental du terme, ce n'est plus tout à fait la pratique empirique à quoi se résumait l'avènement de la psychologie des foules. Elle est scientifique au sens où elle cherche autant à fonder ses opérations sur des connaissances tirées de l'observation directe de la mentalité collective que sur des principes dont la cohérence et la relative constance ont été démontrées.

Comme le savant dans son laboratoire, le propagandiste étudie systématiquement le matériaux sur lequel il travaille. Lorsqu'il doit, par exemple, préparer une campagne de vente d'envergure nationale, il explore le secteur en entourant d'un service de presse, d'un corps d'éclaireurs, et en effectuant lui-même des recherches ciblées. L'homme étant de nature grégaire, il se sent lié au troupeau, y compris lorsqu'il est seul chez lui, rideaux fermés. Son esprit conserve les images qu'y ont imprimées les influences sociales.

Leurs travaux ont amené Trotter et Le Bon à la conclusion que la pensée au sens strict du terme n'avait pas sa place dans la mentalité collective, guidée par l'impulsion, l'habitude ou l'émotion.

À l'heure du choix, son premier mouvement est en général de suivre l'exemple d'un leader qui a su gagner sa confiance. C'est là un des principes les plus fermement établis de la psychologie des foules, qui opère en fixant à la hausse ou à la baisse le prestige d'une station balnéaire, en suscitant une ruée sur telle banque ou un mouvement de panique à la bourse, en créant l'engouement qui va déterminer le succès d'un livre ou d'un film. Quand la foule ne peut pas calquer sa conduite sur celle d'un leader et doit se déterminer seule, elle procède au moyen de clichés, de slogans ou d'images symbolisant tout un ensemble d'idées ou d'expériences. Il y a quelques années, il suffisait d'accoler au nom d'un candidat politique le mot intérêts pour qu'instinctivement des millions de gens lui refusent leurs votes, tant ce qu'évoquait ce terme, « intérêts », était associé à la corruption. Plus près de nous, le mot bolchevique a rendu un service du même ordre à ceux qui voulaient effrayer le grand public pour le détourner d'une ligne d'action.

Les propagandistes réussissent parfois à faire basculer tout un magma d'émotions collectives en jouant sur un vieux cliché ou en forgeant un nouveau.

En Grande-Bretagne, les hôpitaux d'évacuation militaire furent la cible de très nombreuses critiques pendant la guerre, à cause des traitements sommaires qui y étaient dispensés aux blessés. Aux yeux de l'opinion, les patients d'un hôpital avaient droit à des soins prolongés et consciencieux.

Le mécontentement public céda quand, au lieu d'hôpitaux, on se mit à parler de « postes d'évacuation ». Personne n'attendait d'une institution ainsi baptisée qu'elle dispense plus que des traitements d'urgence. Le terme « hôpital » avait un sens convenu, indissociablement associé à un certain cliché. Jamais l'opinion ne se serait laissée persuader qu'il convenait de distinguer tel et tel type d'établissement hospitalier, qu'il fallait séparer l'expression de l'image qu'elle évoquait. En revanche, l'invention d'un nouveau terme a automatiquement conditionné l'émotion publique en faveur desdits postes d'évacuation.

Les psychologues de l'école de Freud, eux surtout, ont montré que nos pensées et nos actions sont des substituts compensatoires de désirs que nous avons dû refouler. Autrement dit, il nous arrive de désirer telle chose, non parce qu'elle est intrinsèquement précieuse ou utile, mais parce que, inconsciemment, nous y voyons un symbole d'autre chose dont nous n'osons pas nous avouer que nous le désirons. Un homme qui achète une

voiture se dit probablement qu'il en a besoin pour se déplacer, alors qu'au fond de lui il préférerait peut-être ne pas s'encombrer de cet objet et sait qu'il vaut mieux marcher pour rester en bonne santé. Son envie tient vraisemblablement au fait que la voiture est aussi un symbole du statut social, une preuve de la réussite en affaires, une façon de complaire à sa femme.

Ce grand principe voulant que nos actes soient très largement déterminés par des mobiles que nous nous dissimulons vaut autant pour la psychologie collective que pour la psychologie individuelle. Le propagandiste soucieux de réussir doit donc comprendre ces mobiles cachés, sans se satisfaire des raisons que les individus avancent pour justifier leur comportement.

A cet égard, il ne suffit pas de bien connaître la mécanique sociale, le jeu des regroupements, des clivages et des allégeances. La vapeur qui fait tourner la machine sociale, ce sont les désirs humains. Ce n'est qu'en s'attachant à les sonder que le propagandiste parviendra à contrôler ce vaste mécanisme aux pièces mal emboîtées que forme la société post-moderne.

Le propagandiste d'autrefois travaillait en fonction de la réponse psychologique « mécaniste » alors en vogue dans nos universités. Elle assimilait l'esprit humain à ni plus ni moins qu'une machine, un système de nerfs et de centres nerveux réagissant aux stimuli avec une régularité mécanique, tel un automate sans défense, dépourvu de volonté propre.

Une des doctrines de cette école de psychologie affirmait qu'un stimulus souvent répété finit par créer une habitude, qu'une idée souvent réitérée se traduit en conviction.

Les nouveaux propagandistes savent qu'il est possible, en s'adressant aux hommes qui composent les masses par le biais de leurs formations collectives, de susciter des courants émotionnels et psychologiques qui travailleront pour eux.

Au lieu de s'attaquer de front aux résistances, ils cherchent à les supprimer. À cet effet, ils créent les circonstances qui, en canalisant les courants émotionnels, vont produire une demande.

Edward Bernays

Article rédigé le 18 juil 2009, par Mekanopolis

<http://www.mekanopolis.org/?p=8787>

3-2 Amir M. Maasoumi : Yiddishkeit vs. Zionism: génocide culturel causé par le sionisme à l'endroit de la langue, de la culture et l'héritage yiddish.

Salam,

Pour votre information : un très bon rappel historique sur le **génocide culturel causé par le sionisme à l'endroit de la culture yiddish**, chez les Juifs Européens.

Mais cela n'est pas toute l'histoire.

Les Juifs **Séfarades** (du Moyen-Orient), et les **Flashas** (Juifs Noirs de l'Afrique), sont parmi les communautés les plus anciennes de ces régions.

Les "marchands de rêves" Sionistes agissent activement en faveur de l'assimilation, l'acculturation et le déracinement de ces communautés. Il s'agit d'un autre aspect tragique de ce crime perpétré par des Sionistes, au nom du judaïsme et de la défense du Peuple Juif...

Ce qui est ironique cependant, c'est la prétention de ces mêmes Sionistes, de vouloir se mettre au même niveau que ces centaines de milliers de réfugiés Palestiniens, chassés de leur propre terre par la terreur et la violence, et par ces mêmes Sionistes et colons immigrés, par ces **Juifs déplacés et immigrés volontairement au pays des rêves** et cela, à coup de propagande, de pressions intercommunautaires, de mensonges, d'intimidation, d'incitations financières etc. !

Pourquoi ? Pour négocier le "droit de retour" des Palestiniens au même titre que ces abandonnés de la patrie, devenus désabusés !

C'est vraiment étonnant de voir la capacité et la qualité morale de ces Sionistes dans la fabrication de l'Histoire, et de mentir en face du monde, et face à la réalité !

Plus ironique encore, **Irwin Cutler en tête**, c'est la **campagne massive du Congrès juif mondial** auprès des gouvernements et des parlementaires occidentaux. Justement pour les informer sur les réfugiés Juifs des pays musulmans, et par ailleurs de leur « droit de retour », afin de fausser le débat et de noyer le poisson dans l'eau. Et oui ! Ce même Cutler, professeur réputé de l'Université McGill, et imminent spécialiste des « Droits de la personne », ex *Ministre de la Justice du Canada* sous les libéraux de Jean Chrétien, ainsi que ex *Président du Congrès juif canadien*, section Québec.

Un imminent spécialiste des « droits de la personne » qui n'a jamais dit un mot sur les droits des hommes, femmes et enfants Palestiniens : En revanche, il a toujours défendu coûte que coûte, toutes les crimes sionistes et leur soi-disant État d'Israël.

Ce même imminent spécialiste des « droits de la personne » qui est aujourd'hui à l'origine et à la tête d'une autre campagne internationale de crime et de génocide contre l'Iran, et cela sous le prétexte des propos attribués à Ahmadi-Nrjad, (un provocateur soupçonné lui-même d'être un agent infiltré) et aussi dû à son origine juive, et à la conversion récente de ses parents Juifs à l'Islam ...)

Notre Monsieur "La Justice" a apparemment oublié ce **fait** : c'est-à-dire que le génocide est réel et imposé par des Sionistes, envers le peuple Palestinien. Il s'acharne de manière démagogique, aux paroles dans l'air d'un Ahmadi-Nejad. Celui qui, même en jouissant d'une légitimité renommée en tant que Président de l'Iran, cette

légitimité est mise gravement en cause, suite à des événements survenus récemment dans ce pays...
Oui. Ces Sionistes cherchent à fabriquer des réfugiés Juifs des "**autres pays**" afin de faire payer des réfugiés Palestiniens et la clause non négociable du « droit de retour » ! Tout comme l'histoire de l'holocauste d'ailleurs...
Comme si un tel phénomène de "**réfugiés Juifs**" existait, malgré le lâche **abandon volontaire** de leur propre Patrie, à la recherche d'une utopie, d'un rêve mensonger.
On leur a interdit de retourner à leur pays d'origine...
À titre d'exemple : l'année dernière, Kadhafi, le président de la Libye, a invité tous les Juifs Libyens qui ont quitté la Libye pour Israël à réintégrer leur Patrie d'origine, et cela dans une déclaration formelle ...

Amir M. Maasoumi

3-3 Entretien avec Paul-Éric Blanrue par Silvia Cattori : Sarkozy ou la souveraineté nationale en péril ?

Entretien avec Paul-Éric Blanrue par Silvia Cattori

À propos du livre de Paul-Éric Blanrue « Sarkozy, Israël et les Juifs »

« Le livre de Paul-Éric Blanrue, Sarkozy, Israël et les Juifs (*) s'il arrive à être diffusé, fera date. C'est le premier ouvrage à braquer les projecteurs sur ces groupes de pression, qui évidemment veulent agir dans l'ombre, même si leur influence devient de plus en plus évidente depuis l'élection de Sarkozy », observe le physicien belge Jean Bricmont (**). Car si le livre est distribué dans divers pays, et fait déjà l'objet de quatre traductions, il n'est pas encore diffusé dans le propre pays de l'auteur, la France !

Paul-Éric Blanrue, 42 ans, est un personnage franc, attachant. Il fait partie de ces historiens qui contestent la légitimité de lois qui portent atteinte à la liberté d'expression, comme la loi Gayssot et qui se rebellent à juste titre contre l'intoxication et la désinformation médiatique et politique.

Silvia Cattori : Votre livre « Sarkozy, Israël et les Juifs » permet de comprendre en quoi les liens tissés entre Nicolas Sarkozy et les différents réseaux sionistes en France, et dans le monde, sont dangereux pour la souveraineté nationale. Liens qui ramènent évidemment à l'Etat juif d'Israël : le cœur du problème. Quel événement précis vous a-t-il conduit à écrire ce livre en toute hâte ?

Paul-Éric Blanrue : Ce qui m'a fait réagir c'est quand, après le carnage de l'armée israélienne à Gaza, la France de Sarkozy a envoyé la frégate Germinal [1] pour empêcher le transfert d'armes aux Palestiniens assiégés. Cette nouvelle m'a fait bondir parce que c'était un acte politique très clair de la part de la France en faveur d'Israël. C'était un acte d'autant plus grave, à mon sens, que les Etats-Unis n'y avaient pas pris part.

« Sarkozy, Israël et les Juifs » a vraiment commencé à exister à partir de ce moment-là, avec ce qui s'est passé à Gaza. J'ai été scandalisé par la façon dont la France a réagi à ce massacre, dont Bernard Kouchner et les proches de Sarkozy en ont parlé, dont Bernard-Henry Lévy (BHL) en a disserté dans « Le Point ».

J'ai alors cherché à montrer les accointances qu'il y avait, malgré une réserve de surface, entre BHL, et un certain nombre de personnages qui se prétendent de gauche. Qu'il y avait une véritable coalition du monde intellectuel parisien, de cette intelligentsia déliquescence, avec la politique pro-israélienne de Sarkozy. Que c'était très grave. Cela dit, je suis un observateur de la chose politique. J'avais déjà accumulé de nombreuses informations lors de la rédaction, l'an passé, d'un petit livre sur le mariage de Sarkozy [2]. J'avais suivi sa campagne électorale ; j'avais remarqué comment, grâce à Henri Guaino [3], il avait réussi à se faire passer pour un « gaullien ». Il était parfois libéral dans ses discours. Dans d'autres très protectionniste. La question était : qu'est-ce que cela va donner ?

Par la suite j'ai constaté que la stratégie ouvertement pro-israélienne de Sarkozy, n'avait pas été seulement une tactique pour se faire élire, mais qu'il continuait de s'y tenir. Les résultats sont là. On voit aujourd'hui qu'il s'y est accroché et qu'il est aussi voire plus pro-israélien que ne l'était George W. Bush.

Au mois de janvier 2009 qu'est-ce qu'on a vu ? Alain Finkielkraut se faire décorer de la légion d'honneur [4]. Et en avril c'était au tour d'André Glucksmann. Et que tout cela était logique, répondant à une logique incroyable ! Et qui voit-on aujourd'hui défilé, au Trocadéro contre le Président Ahmadinedjad ? On voit les mêmes ! On voit Pascal Bruckner, BHL, Alain Finkielkraut, André Glucksmann, Jack Lang. Bref tout l'entourage pro-israélien de Sarkozy.

Silvia Cattori : BHL ne faisait-il pas partie de l'entourage de Mme Royal ?

Paul-Éric Blanrue : BHL a fait partie de l'entourage de Ségolène Royal durant la campagne électorale, mais pas très longtemps. Elle ne doit pas être considérée comme suffisamment sioniste par le réseau pro-israélien [5]. C'est une des rares personnalités politiques à avoir émis des réserves sur le dîner du CRIF.

Silvia Cattori : On sent un vent de liberté chez vous, une énergie toute juvénile, une force, une gravité. C'est fascinant. C'est donc cet alignement de la France sur la politique d'un pays qui prêche la guerre contre ses voisins arabes et l'Islam, qui vous a conduit à réagir ? Est-ce à dire que « Sarkozy Israël et les Juifs » n'aurait jamais vu le jour sans cette alliance entre la France de Sarkozy et Israël ?
Paul-Éric Blanrue : En effet. C'est l'envoi par Sarkozy de cette frégate destinée à empêcher la résistance palestinienne de recevoir des armes qui m'a conduit à réagir. Cette décision m'a paru grave, car nous n'étions plus ici simplement dans le discours. La France n'aurait jamais agi de cette façon sous la présidence de Jacques Chirac. Ni sous la présidence de François Mitterrand. Même si, avec ce dernier, les choses étaient plus complexes.

Tant que Sarkozy faisait des déclarations destinées à se mettre les musulmans français dans la poche, ou les catholiques [6], nous pouvions mettre cela sur le compte d'une démagogie purement électorale. Mais avec l'envoi d'une frégate dans des eaux contrôlées illégalement par Israël, Sarkozy entrait dans l'action.

En 2006 déjà, lors de l'agression israélienne contre le Liban, Sarkozy, alors ministre, avait déjà montré un net parti pris pro-israélien en demandant à Zeev Boïm, ministre israélien en visite à Paris, de « combien de temps » il avait besoin « pour terminer le travail ». Mais alors il n'y avait pas eu d'action concrète, sinon ce parti pris stupéfiant.

Silvia Cattori : Vous avez réussi à rendre accessible à un large public une réalité terriblement complexe. On comprend que 2007, avec l'arrivée de Sarkozy à l'Élysée, marque un tournant. C'est la fin du régime « gaullien ». La France ne sera plus jamais cette nation unique aux yeux du monde ! Finie la résistance aux pressions des réseaux pro-israéliens. Vous vous attaquez à un tabou. Des personnalités en vue qui, par le passé, ont osé l'enfreindre, l'ont chèrement payé. Je pense à Raymond Barre, à Dieudonné, à Tariq Ramadan, à Guigüe [7]. Les temps sont-ils plus propices aujourd'hui ? N'avez-vous pas pensé que vous marchiez sur un champ frappé d'interdits ?

Paul-Éric Blanrue : Je ne me suis pas posé la question de savoir si c'était dangereux ou pas. Si je me posais cette question, je crois que je ne ferais rien ; je resterais chez moi à regarder la télévision en mangeant des chips. Ça n'a jamais été ma façon de penser ni d'agir. Je ne puis pas vivre sans dire ce que je pense. Je crois qu'il y a en moi une forme d'énergie ou de revendication de liberté, comme Fanfan-la-Tulipe ; un côté mousquetaire. Je ne supporte pas l'injustice ; je ne supporte pas, surtout, la contrainte et l'interdiction de s'exprimer. C'est quelque chose d'épouvantable, cet interdit !

Quand on n'a plus le droit de parler, ça devient très grave. Alors, quand on vit dans un pays où le mot « Liberté » est inscrit sur le fronton de tous les monuments, je crois que, quand même, il faut se dresser. Je crois à la vertu de l'exemple de la personne qui part au combat, « sans peur et sans reproche ». Un côté chevalier Bayard. Mais je ne veux pas me comparer à ces personnages-là parce que, tout de même, je ne fais qu'écrire. Je suis un écrivain, je ne pars pas au combat avec un fusil. Mon fusil, c'est mon stylo. Donc, voilà, j'essaie d'être efficace dans mon domaine.

Par ailleurs, je ne suis pas du tout partisan de la guerre ; au contraire, ce livre est également un livre pacifiant, je l'espère en tous cas. Il appelle au calme et à la raison ces représentants de la communauté juive, comme le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), et que je ne confonds pas avec l'ensemble de la communauté juive. Je leur dis qu'ils n'ont pas intérêt à faire monter la tension.

Du reste, on prête beaucoup trop d'importance à ces réseaux pro-israéliens français. Certes ils ont beaucoup d'influence, surtout aujourd'hui où ils sont arrivés au pouvoir grâce à leur homme-lige, grâce à Sarkozy. Mais je pense qu'ils sont en réalité très faibles et divisés. Il y a des tensions énormes à l'intérieur du CRIF. L'ancien président du CRIF, Théo Klein, s'est fait traiter de terroriste par un de ses successeurs. Il suffit d'ailleurs d'écouter Radio J, ou Radio Shalom, – je l'écoutais tous les soirs quand j'écrivais mon livre – pour comprendre l'ampleur des dissensions internes.

Les pro-israéliens se sentent forts parce que certains d'entre eux occupent des postes hauts placés. Un député sur six appartient au Groupe d'amitié France-Israël. Ils ont réussi à faire accourir chaque année le pouvoir politique au dîner du CRIF. Mais rien n'obligeait le président Sarkozy à y aller. Il suffirait que la classe politique dise au CRIF « Nous ne nous rendrons pas à votre dîner annuel » pour que cette influence tombe. Ils sont arrivés au faite de leur puissance et ils ne peuvent que retomber.

Silvia Cattori : Vous montrez tout cela en perspective. En ce sens, vos réflexions ouvrent une brèche. Elles peuvent conduire ceux qui vous lisent à refuser ce climat d'intimidation et de peur créé par le CRIF et consorts. Vous avez dit : « J'aurai fait tout mon possible pour que ce livre puisse être une base de discussion raisonnable entre deux camps que tout oppose. Il faut que la situation se débloque... ». Quelles sont les chances de sortir de ces blocages, et comment voyez-vous ces deux camps ?

Paul-Éric Blanrue : Je crois que « les juifs » de France – je parle ici non pas de leurs représentants mais de tous les juifs en tant qu'appartenant à la religion juive - vont un jour prendre conscience du fait que le CRIF les manipule. Que le CRIF, qui prétend les représenter, ne les représente nullement. Et que cela leur donne une très mauvaise image. A l'intérieur du CRIF il y a des gens, qui ne supportent plus cette situation. J'ai rencontré hier un journaliste d'un quotidien suisse et d'un hebdomadaire français qui m'a dit « Je ne peux pas faire une interview de toi, car ma rédaction ne le permettrait pas, mais je suis tout-à-fait d'accord avec ce que tu dis ; je suis scandalisé par ce qui arrive aux Palestiniens, et je ne suis pas d'accord avec le fait que le CRIF parle en mon nom ». C'est pour cette raison que je dis « les juifs » ; car je crois qu'ils peuvent en ce moment agir, être une des sources de salut. Comme disait Léon Bloy : « le salut par les juifs » ! Autrement dit, ils ont, dans l'histoire, souvent eu des caractères, des personnages qui sont sortis du lot. Je ne suis pas religieux du tout, mais si vous voyez le christianisme, c'est une branche qui a rompu avec le judaïsme pour faire tout autre chose, une œuvre civilisatrice à visée universaliste. Il y a eu des personnalités éminentes qui ont rompu avec les synagogues, comme Spinoza ; dans un autre domaine, Karl Marx a lui-même brisé avec son milieu. J'espère que des personnalités vont sortir, et contester le pouvoir du CRIF. J'en appelle à eux parce que, justement, les personnes qui ne sont pas de confession juive, si elles s'entêtent à mener des campagnes, par exemple contre l'existence de la loi Gayssot, ou contre les prérogatives du CRIF, ou contre le dîner du CRIF, seront marginalisées, accusées d'antisémitisme. Donc définitivement disqualifiées, aux yeux des médias en tout cas.

Silvia Cattori : Vous dites « les juifs » comme s'il s'agissait d'une ethnie, comme s'il s'agissait d'un peuple, alors qu'il s'agit d'une religion. Alors, pourquoi ne pas dire « les gens de confession juive » ?

Paul-Éric Blanrue : Je suis entièrement d'accord avec vous. « Juif », c'est d'abord et avant tout une religion. Par le fait du sionisme certains, comme Moses Hess ou Theodor Herzl ont commencé à parler de peuple, d'ethnie ou de race juive. Evidemment c'est une aberration totale. Shlomo Sand l'a très bien montré [8] ; il y a eu une fabrication qui est totalement désastreuse parce qu'elle confond deux choses : une religion millénaire et une idéologie politique destinée à la doubler, voire à la remplacer, ce qu'ont fort bien compris certains rabbins qui se sont opposés au sionisme dès l'origine.

Silvia Cattori : Cette confusion ne sert-elle pas un objectif idéologique bien précis ?

Paul-Éric Blanrue : Oui, l'objectif est très clair. D'abord je dirais que l'objectif principal du CRIF, aujourd'hui, c'est de jouer sur ce terme « juif », sur l'assimilation entre peuple et religion. Je pense ici en particulier à la campagne

qu'ils mènent en ce moment pour faire passer la loi appelée « Loi Martin Luther King ». Cette loi, qui est en gestation, vise à assimiler légalement l'antisionisme à l'antisémitisme. Si cette loi passe, cela veut dire qu'en France, l'antisionisme sera considéré comme un délit. Critiquer Israël pourra vous conduire en prison. C'est très grave. C'est l'Union des patrons juifs de France (UPJF), qui soutient ce projet de loi transmis à tous les députés français. C'est le plus fort syndicat sioniste de France - je dis fort dans tous les sens du terme. L'UPJF a élu Sarkozy l'« homme politique de l'année » en 2006, un an avant la présidentielle.

Silvia Cattori : Avant vous, à ma connaissance, en France, voire en Europe, aucun auteur n'avait jamais traité cette question des réseaux pro-israéliens. Vous montrez comment des personnalités politiques haut placées font passer les intérêts d'Israël et des États-Unis avant ceux de leur pays ! On voit comment Sarkozy en vient à renverser les valeurs de la République française. Et en quoi il y a là double allégeance. Toutes choses d'une extrême gravité. Et on se dit avec étonnement : comment se fait-il qu'il ne se soit trouvé personne avant vous, y compris dans l'opposition, pour dénoncer ces dérives ?

Paul-Éric Blanrue : Il n'y a eu personne parce que les gens sont en général terrorisés, moralement, mentalement, professionnellement. Mon éditeur est un Belge, ce n'est pas par hasard ! Lui au moins ne peut pas subir les foudres de Sarkozy. Ces foudres peuvent être multiples ; aller du redressement fiscal, aux convocations à la police, à la garde à vue, et à la perte de son emploi.

Silvia Cattori : Vous ne craignez pas ces foudres ?

Paul-Éric Blanrue : Non, je ne les crains pas. Non, je ne crains rien. J'irais écrire à l'étranger s'il le fallait. S'il faut partir, je partirai. S'il faut s'exiler, je m'exilerai, ce n'est pas grave. Je gagne ma vie en écrivant. Je peux écrire partout, même dans le désert. Il est important que ce livre soit diffusé en France. Il est dans toutes les librairies belges. Il sortira au Canada. Il va être mis en vente au Moyen Orient, en Amérique du sud, dans les pays anglophones. Pourquoi les Français ne l'auraient-ils pas ?

Silvia Cattori : Vous le montrez fort bien. Sarkozy a toujours laissé entendre ce qu'il projetait d'accomplir d'inquiétant. Il n'a jamais caché qu'il allait mettre Israël au centre de tout ; et la France au service du projet unipolaire des États-Unis. Il a laissé entrevoir, bien avant d'être candidat, qu'il se consacrait au lobbying en faveur d'Israël ; que les cibles désignées par Israël – les forces de résistance anticoloniales du Hamas, du Hezbollah, les opposants Frères musulmans au régime dictatorial de Mubarak, l'Iran - allaient être également ses cibles prioritaires. Cela, curieusement, n'a jamais fait réagir ses opposants ! Je me souviens que Nicolas Dupont-Aignan, avait eu, lui, l'honnêteté de dire en 2007 : « Nous sommes à la veille d'un changement profond de la politique étrangère de la France si M. Nicolas Sarkozy ou Mme Ségolène Royal devaient être élus ». [9] Êtes-vous d'accord avec cette symétrie entre les deux grands partis ?

Paul-Éric Blanrue : Nicolas Dupont-Aignan avait raison. Élu, Ségolène Royal n'aurait pas été seule à gouverner. Certes, elle n'a pas exactement la même vision des choses que Sarkozy sur le Proche Orient, je la crois beaucoup plus prudente. En revanche, elle aurait été entourée de conseillers, de ministres qui, eux, sont liés au réseau pro-israélien. Est-ce qu'elle aurait eu la force, l'intelligence, la culture, pour résister à leur pression ? Je n'en suis pas certain. Il ne faut pas oublier que Bernard Kouchner était au Parti socialiste. C'est lui que Ségolène Royal aurait probablement nommé comme chef de la diplomatie étrangère.

Vous avez vu le tollé quand Sarkozy avait laissé croire – encore une fois très fin, très malin – qu'il hésitait entre Védrine et Kouchner. Le nom d'Hubert Védrine avait tout de suite soulevé des protestations à Jérusalem. Le Jérusalem Post avait titré « Nous sommes choqués ». Un journaliste français de la télévision BFM, qui était sur place, rapportait à l'époque que M. Kouchner était vu là-bas comme plus « israélo-compatible qu'Hubert Védrine ».

Silvia Cattori : Ce n'est donc pas la tendance gauche ou droite qui prime, mais le fait que tel politicien est clairement identifié comme sioniste ?

Paul-Éric Blanrue : Exactement. Les réseaux pro-israéliens ont misé sur Sarkozy depuis très longtemps mais ils n'ont pas mis tous les œufs dans le même panier. Ils ont leurs poissons pilotes dans tous les partis : Strauss-Kahn et Sarkozy, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. C'est la raison pour laquelle Sarkozy, aujourd'hui « roi des sionistes », arrive à débaucher des socialistes ou des centristes. La grille de lecture du gouvernement, c'est qu'il est sioniste et que la plupart des gens qu'il nomme, y compris dernièrement Frédéric Mitterrand, sont des amis décomplexés d'Israël.

Silvia Cattori : Ils peuvent aussi se montrer pro-israéliens par opportunisme ?

Paul-Éric Blanrue : Alors là, je n'ai pas du tout sondé les cœurs et les reins de Sarkozy et de tout son entourage ! Je pense que Sarkozy agit plus par opportunisme que par tradition familiale. Anecdote amusante, j'ai rencontré dernièrement, sur la place Péreire, près des Champs-Élysées, Patrick Buisson, un homme brillant, un des conseillers de Sarkozy durant la présidentielle. Sarkozy avait le choix entre capter les voix du centre ou capter les voix de l'extrême droite, c'est-à-dire les voix de Le Pen. Et Patrick Buisson qui, lui-même, vient de la « droite nationale » (il avait une fonction importante à l'hebdomadaire Minute) lui a conseillé de pêcher les voix de Le Pen. Seulement, pour prendre les voix de Le Pen, il fallait tenir un peu le discours de Le Pen sur les immigrés, les banlieues ; en parlant de les « nettoyer au karcher », il allait encore plus loin que Le Pen !. Mais comment faire pour ne pas être considéré comme raciste et pour qu'il n'y ait pas une campagne contre lui dans toute la presse française qui l'assimile à Le Pen ? Eh bien, c'est très simple : il se présente comme sioniste. Autrement dit, il a avec lui, par exemple, la LICRA (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), dont le président est Patrick Gaubert, qui est un de ses meilleurs amis, un sioniste militant lui aussi. Vous voyez ?

J'ai remis mon livre à M. Buisson ; quand il a lu le titre, il m'a dit « Mais, vous savez, Nicolas Sarkozy ne se sent pas spécialement juif, il se sent immigré hongrois ». Je lui ai répondu : « C'est exactement ce que je dis, c'est par opportunisme, c'est par démagogie, ou en tout cas par intérêt politique, qu'il est allé vers le lobby pro-israélien, américain d'abord, pour ensuite faire sa tournée en Israël, et se présenter comme la valeur refuge des sionistes

français ». J'ai ajouté qu'évidemment, comme il soutenait Israël, il espérait le soutien d'Israël en retour. Et là M. Buisson m'a dit « Ah, évidemment, c'est vrai qu'il soutient Israël, on ne peut pas dire le contraire ». Il disait ça sur un ton presque désabusé, mi-ironique.

Silvia Cattori : Pas de réactions judiciaires ? Pour bien moins, le simple sketch de l'humoriste Dieudonné en 2003 avait déclenché une avalanche de procès. L'Etat s'en était mêlé, ce qui avait conduit Dieudonné à être poursuivi par une ribambelle de tribunaux. L'antisémitisme trop galvaudé n'est-il plus un argument qui porte ? Votre avocat, Maître John Bastardi Daumont, a qualifié le refus par le milieu de l'édition française de diffuser votre livre, de « censure par le vide » [10] N'est-ce pas là le signe que les droits fondamentaux sont menacés en France ? Peut-on parler de censure politique pour autant ?

Paul-Éric Blanrue : L'excellent et très courageux John Bastardi Daumont, qui bataille avec ardeur à mes côtés, a trouvé là le mot juste. Mais attention, mon livre n'est pas interdit, au sens légal, je ne peux pas parler de censure politique. Je ne connais pas la raison exacte pour laquelle il n'a pas été diffusé. Cela dit, mon livre est très posé, ce n'est pas du tout un pamphlet, je donne 500 références. Sa non diffusion en France reste donc une chose bizarre. Mais surtout, les journalistes français, eux, auraient dû en parler, auraient dû se dire « Tiens, un livre qui parle de Sarkozy qui n'est pas diffusé en France, c'est très étonnant ! » Or pas un journaliste français n'en a soufflé mot alors que, l'année dernière, quand j'ai publié deux livres - « Carla et Nicolas, Chronique d'une liaison dangereuse » et « Jérôme Kerviel seul contre tous »- j'ai eu une très large couverture médiatique.

On a voulu faire le silence total sur mon livre. Ce qu'ils ne savent pas est que mon livre en est déjà à la seconde édition. J'introduis des corrections, mon avocat y ajoutera une préface, où il expliquera dans le détail le concept de censure par le vide. On est en bonne voie pour trouver un diffuseur français. Le livre est traduit en anglais, en espagnol et en arabe.

Quant à l'accusation, fautive, d'antisémitisme, face à des gens qui ne le sont pas, elle ne porte plus du tout, en particulier chez la jeune génération. C'est un argument trop daté, qui a été trop utilisé. Les jeunes, sur internet, ont trouvé un petit gimmick pour se moquer des gens qui utilisent cet argument, ce sont les « points Godwin »... C'est comme un joker ; on dit : « Tu as utilisé l'argument d'Hitler tu as perdu, tu es éliminé automatiquement du débat » !

On l'a vu avec le livre de Pierre Péan sur Kouchner [11]. Cela n'a pas marché. Cet argument ne fonctionne plus. Je suis totalement décomplexé et j'appelle les Français à l'être tout autant.

Silvia Cattori : Vous étiez-vous attendu à ce bannissement humiliant ?

Paul-Éric Blanrue : Ce n'est pas du tout humiliant ! Au contraire c'est honorifique ! Cela montre que j'ai vraiment touché la cible au coeur.

Silvia Cattori : Vous avez dit n'avoir peur de rien. Pourtant, j'ai noté que les gens qui vous lisent et vous apprécient ont peur pour vous. Ils vous qualifient de « courageux ». Ce qui laisse penser qu'il faut du cran pour parler d'Israël et de ceux qui légitiment ses crimes. Vous parlez d'une réalité très inquiétante, faite de manipulations et d'impostures dont l'objectif machiavélique n'est-il pas de préparer la prochaine guerre ? Cela vous honore mais vous expose ?!

Paul-Éric Blanrue : Ce livre est apprécié parce qu'il vient confirmer ce que les gens pressentent, comprennent, mais n'osent expliciter, ou ne le peuvent par manque d'information. En ce qui concerne la prochaine guerre, je crois effectivement qu'Israël se croit obligé, pour survivre, d'entretenir un climat belliqueux permanent. Il y a des divisions en Israël aussi. En fait, ce qui leur permet d'assurer leur cohésion, c'est la désignation d'un ennemi commun, hier Saddam, aujourd'hui Ahmadinedjad. **Silvia Cattori** : L'échec de la politique du « Grand Moyen-Orient » de Bush, le discrédit et l'affaiblissement des USA, sont un sujet de préoccupation pour les autorités israéliennes. Sarkozy n'est-il pas arrivé pile, comme un miracle pour Tel Aviv ?

Paul-Éric Blanrue : Miracle préparé tout de même de longue date. Depuis la seconde Intifada, en 2000, ils ont misé sur Sarkozy, sur le bon cheval ; et lui, il a vu tout l'intérêt politique qu'il pouvait en tirer.

C'était donnant donnant. Lui, il s'est dit : je vais être porté au pouvoir grâce aux réseaux ; et les états-majors israéliens se sont dit : une fois que nos amis seront arrivés au pouvoir nous allons avoir un pays de plus dans notre escarcelle pour soutenir l'axe Israël- Etats-Unis.

Ils ont gagné sur toute la ligne, pour le moment. Leur seul problème est que Sarkozy n'avait pas prévu ce que dirait Obama. On pensait qu'Obama allait être un bon pro-israélien, un bon sioniste avec Emanuel Rahm à ses côtés.

Cela dit, attention, il se peut que Sarkozy soit comme le poisson pilote de Washington. Qu'il soit celui qui va plus loin que l'administration Obama pour tâter le terrain.

Silvia Cattori : Nous venons de le vérifier avec l'Iran ! Là où des dirigeants un peu rationnels, comme Obama, sont restés d'abord très prudents, réservés, les pro-israéliens, ce réseau sioniste que vous avez très bien identifié, les ont forcés à crier avec les loups. Sarkozy ne s'est-il pas ridiculisé en convoquant deux diplomates iraniens ? Voulait-il faire oublier ce qui est au cœur du problème : la Palestine ?

Paul-Éric Blanrue : Oui, bien sûr. C'est une opération de diversion par rapport aux excès de l'armée israélienne en Palestine. Les mêmes qui ont justifié Gaza, sont ceux qui vont défiler contre l'Iran. Sarkozy est ridicule mais, pour le moment, les Français ne s'en aperçoivent pas. Pour le moment, je suis l'enfant du conte d'Andersen qui dit « le roi est nu ». C'est un peu mon statut ; tout le monde voit qu'il est obsessionnellement pro-israélien mais personne n'ose le dire.

Silvia Cattori : Les plans de guerre de Sarkozy – Kouchner contre l'Iran sont-ils toujours sur la table ?

Paul-Éric Blanrue : C'est sûr qu'ils vont tout essayer pour déstabiliser ce pays dans les prochaines années. Israël a l'Iran en tête. La France va tout faire pour aider Israël. Mais je crois qu'avec l'Iran, ils sont tombés sur un os. Certains ont essayé de déstabiliser l'Iran de l'intérieur : ils n'y sont pas arrivés. Ils n'y parviendront pas. Il peut

y avoir une guerre. Mais les Etats-Unis n'attaqueront pas l'Iran, je crois. Ils ont quantité d'autres possibilités pour déstabiliser l'Iran.

Silvia Cattori : Cette emprise du réseau pro-israélien en France s'est accentuée au moment même où, aux USA, les néoconservateurs avaient perdu de leur allant. Au moment aussi où Bush, l'allié d'Israël, battait de l'aile. Sarkozy ne s'est-il pas démené pour sortir Israël de ce mauvais pas ? Ne se prend-il pas pour le chef du réseau des néoconservateurs pro-israéliens dans le monde ?

Paul-Éric Blanrue : C'est une très bonne définition. Il est devenu le remplaçant de Bush. J'ai l'impression que la stratégie israélienne est une stratégie de fuite en avant désespérée ; je vois que les peuples du monde entier se révoltent. Souvenez-vous de la conférence « Durban II » [12]. Les sionistes s'y sont préparés durant trois ou quatre ans pour la déstabiliser. Ils ont fait un flop.

Le jour où les Etats-Unis comprendront qu'Israël leur est préjudiciable, ce qui lui pend au nez, c'est la fin du soutien financier et militaire. S'ils coupent les fonds, que va devenir Israël ? Ce n'est pas la France qui peut soutenir financièrement l'effort militaire d'Israël !

Silvia Cattori : L'accord militaire signé entre la France et l'Émirat d'Abu Dhabi, lors de l'inauguration par Sarkozy d'une base militaire, n'a-t-il pas placé la France aux avant-postes d'un éventuel conflit avec l'Iran ?

Paul-Éric Blanrue : C'est exactement le sujet de mon livre. Sarkozy met la pression sur l'Iran, parce que c'est un pays qui, sur le plan géostratégique, n'est pas contrôlé par les États-Unis. Jointe à ces raisons il y a la question métaphysico-politique d'Israël qui, lui, a ses propres intérêts. Je crois que Sarkozy est devenu plus pro-israélien que pro-américain. Il veut devenir le nouveau Bush.

Sarkozy nous entraîne dans une course effrénée vers la guerre.

J'aimerais maintenant que les questions graves que je soulève dans « Sarkozy, Israël et les Juifs » soient mises sur la table, que l'on puisse en discuter avec les responsables politiques. Et que l'on nous explique où nous allons maintenant que la France soutient Israël ! Rappelez-vous Kouchner qui avait proclamé en 2007 que l'alternative « c'est la guerre ».

Israël et ses amis sont persuadés que la guerre leur permet d'exister. Ils ne peuvent pas exister sans cela. S'ils ne bougent pas, ils se dégradent, ils se liquéfient. Ils sont obligés d'être toujours à l'attaque. S'ils sont dans la moindre position défensive pour Israël, ils sont perdants. Ils doivent attaquer en permanence. C'est pour cela qu'ils perdront.

Silvia Cattori : Sans Bernard Kouchner, sans sa diplomatie brutale, violente, sans son vernis « socialiste », Sarkozy aurait-il pu réussir à faire avaler aux Français cet asservissement total à Israël et cette formidable animosité à l'égard de tous les États qui représentent un obstacle au projet atlantiste, Tel Aviv – Paris – USA ?

Paul-Éric Blanrue : Les Français se désintéressent de la politique étrangère. Sans Kouchner, il y en aurait eu un autre, et ça se serait passé de la même façon. Sarkozy a été programmé pour accomplir un programme précis : il l'a fait. S'il cessait de donner des signes forts d'adhésion à Israël, il est probable que les réseaux qui l'ont aidé à accéder au pouvoir le laisseraient tomber. Il n'a aucun intérêt à les décevoir. Il va donc continuer, puisqu'il veut manifestement se faire réélire en 2012.

Silvia Cattori : L'appellation « Sarkozy l'Israélien » prend donc tout son sens ?

Paul-Éric Blanrue : Vous savez que ce n'est pas moi qui l'ai le premier appelé « Sarkozy l'Israélien », ce sont certains cercles israéliens.

Silvia Cattori : En conclusion, la politique de Sarkozy peut avoir de graves conséquences sur la politique intérieure, si la « Loi Martin Luther King », devait passer. Et, sur le plan extérieur, alors que l'indépendance de décision de la France a déjà été compromise par son retour dans le commandement intégré de l'OTAN, l'alignement de Sarkozy sur Tel Aviv conduit la France sur un chemin très dangereux : à se faire la complice de ces opérations de déstabilisation criminelles engagées par le Mossad, pour assurer – comme vous l'avez dit – le « climat belliqueux permanent dont Israël a besoin pour survivre ». C'est-à-dire à favoriser le déclenchement de nouvelles guerres. N'est-ce pas cela le plus grave ?

Paul-Éric Blanrue : En France, Sarkozy dirige tout, ou en tout cas, tente de le faire car en réalité ses moyens d'action sont limités par la crise, par l'Europe, etc. Il gesticule beaucoup. On l'entend tous les jours ou presque à la télévision, comme s'il était une speakerine. Mais même si ses moyens d'action ne sont pas aussi importants que certains le redoutent, il a encore la capacité de nous entraîner dans une nouvelle guerre, car il reste le chef des armées ! Sur ce plan, mon livre tire la sonnette d'alarme. Je veux informer les Français des risques encourus par notre pays. Plus la France soutient Israël, plus nous risquons d'entrer un jour en guerre à ses côtés, au Liban, en Iran ou ailleurs. Mais pour m'entendre, encore faudrait-il que mon livre soit diffusé dans mon propre pays ! Il y a des jours où je me demande où est passée la France. Heureusement, je suis optimiste de nature. Et, comme historien, je sais qu'aucun combat n'est jamais perdu d'avance, surtout dans notre pays, parfois long à la détente, mais qui a la tête dure.

(*) Sarkozy, Israël et les juifs, Éditions Marco Pietteur, 2009 (sans diffuseur en librairie en France, vente exclusive par correspondance). <http://www.oserdire.com/>

(**) Figure du mouvement anti-impérialiste, Jean Bricmont est professeur de physique théorique à l'Université de Louvain (Belgique). Il a notamment publié « Impérialisme humanitaire. Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ? », (Éditions Aden, 2005).

Notes :

1 « La France participera au Blocus de Gaza », sindbad.fr, 24 janvier 2009. 2 « Carla et Nicolas : Chronique d'une liaison dangereuse » (avec Chris Laffaille). Scali, 2008. 3 Et Henri Guaino est, depuis le 16 mai 2007, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy et l'auteur de tous ses discours.

4 Elève par Sarkozy, le 1er janvier 2009, au grade d'officier de la Légion d'honneur.

5 Voir : http://www.dailymotion.com/video/x81hoi_lorsque-le-lobby-juif-francais-parl_news

6 Visite officielle au Pape en décembre 2007 7 Voir sur : Raymond Barre : « Raymond Barre se dit injustement accusé d'antisémitisme », saphirnews.com, 7 mars 2007. Tariq Ramadan : « Oui Monsieur Tariq Ramadan est un antisémite », licra.org, 27 octobre 2003. Bruno Guigue : « Bruno Guigue l'honnête homme, sanctionné », par Silvia Cattori. silviacattori.net, 26 mars 2008. 8 Shlomo Sand : « Comment le peuple Juif fut inventé », Ed. Fayard.

9 Voir : « Nicolas Dupont-Aignan : "Il est temps que la France sorte de l'OTAN" », par Silvia Cattori, Réseau Voltaire, 30 janvier 2007.

10 Voir : « LA CENSURE PAR LE VIDE - Réaction de Me John Bastardi Daumont, Avocat de Paul Eric Blanrue, auteur de "Sarkozy, Israël, et les Juifs" », 30 mai 2009.

11 « Le Monde selon K. », de Pierre Péan, Ed. Fayard.

12 Voir : « Le document final de Genève ne répond pas aux aspirations des peuples », par Silvia Cattori et Sandro Cruz, Réseau Voltaire, 28 avril 2009.

1er juillet 2009,

Comité Valmy

Source : Mondialisation.ca Centre de recherche sur la mondialisation

3-4 Pat Walsh : L'Irlande et la Dernière Croisade britannique.

Le 9 décembre 1917, il y a quatre-vingt dix ans ce mois-ci, Jérusalem fut reprise par la Grande Bretagne pour le compte de la chrétienté.

Ceci fut considéré en Angleterre comme l'événement majeur de la guerre. Lloyd George imposa un embargo sur les reporters de presse, jusqu'à ce qu'il ait pu annoncer la nouvelle à la Chambre des Communes (à l'époque, le parlement était encore important). Pour fêter la « libération » de la ville sainte des Musulmans, après 730 ans (Salâh-uddîne, Saladin, avait libéré Jérusalem des Croisés en 1187, Ndt), les cloches de l'Abbaye de Westminster sonnèrent pour la première fois en trois ans et elles furent suivies par des milliers d'autres dans toute l'Angleterre.

Général Allenby, le libérateur (l'occupant, Ndt) de Jérusalem, et un descendant de Cromwell, déclara à Jérusalem que les croisades furent terminées. Après l'avoir entendu, les Arabes, qui avaient été encouragés à combattre pour la Grande-Bretagne (en déclenchant la Révolution Arabe en juin 1916 contre les Turcs, Ndt) et qui virent les Britanniques comme des libérateurs, commencèrent à fuir. Et depuis ils ne cessent de fuir.

Le grand élan de triomphalisme chrétien produit par la prise de Jérusalem ne se limita pas à l'Angleterre. Voici comment « The Irish News » à Belfast présenta l'aboutissement de la dernière croisade, dans son éditorial du 11 Décembre 1917 :

« Votre trône est tombé, ô Israël ! Le pouvoir des Musulmans dans la « Terre Promise » est enfin tombé : nous pouvons supposer qu'avec l'entrée des troupes du Général Allenby à Jérusalem, on a pratiquement mis un terme au règne des Turcs sur la Palestine ... Quand la Terre Sainte aura été entièrement enlevée à la domination turque, qui c'est qui la possèdera et de l'administrera ?

Des déclarations officielles concernant la recolonisation du pays par la race juive (sic !) dispersée ont été faites. Les observateurs peuvent constater l'absence de traces d'enthousiasme pour le projet parmi les Hébreux eux-mêmes. En tant qu'idée, rien ne pourrait être plus attrayant sentimentalement ; comme une proposition concrète, nous croyons que tout enfant d'Abraham donnerait sa bénédiction à son frère qui migrerait de la terre des Gentils sur les rives du lac de Galilée, et les pentes du mont des Oliviers. Ainsi, Ce petit territoire chargé d'histoire pourrait devenir de nouveau « une terre où coulent le lait et le miel » - essentiellement pour le bonheur de la descendance d'Abraham, d'Isaac et de Jacob qui sont restés là où ils étaient.

Mais un état juif ne peut pas être établi tout de suite, même si tous les Rothschild mènent l'ensemble de leurs compatriotes (coreligionnaires, Ndt) vers Jérusalem. Le pays doit être « protégé » - en clair, annexé : un synonyme utile dans le traitement des affaires orientales pourrait être « Egyptianisé ». Et les vainqueurs sont, bien entendu, les « protecteurs » naturels du territoire gagné par la force des armes. Telle a été la règle et la pratique depuis avant l'époque de Moïse et de Josué. Nous en savons tous quelque chose en Irlande. Quand les objectifs de la campagne en Palestine et en Mésopotamie auront été entièrement atteints, un « bloc » solide de territoires asiatiques se situera entre les Allemands et l'Océan Indien. Les Turcs ont donné au peuple du Kaiser un libre passage de Constantinople au Golfe Persique. Les nouveaux occupants de la Palestine et de la Mésopotamie ne seront pas tout aussi accommodants.

Personne n'a encore pensé sur le sort à réserver au Constantinople elle-même : elle aurait dû être la propriété du Tsar, mais le pauvre Nicholas se serait contenté de beaucoup moins de nos jours. Il s'avère que l'Angleterre est en train de construire soigneusement un mur contre l'« agression » allemande le long d'une ligne que les Allemands regardèrent avec cupidité il y a de nombreuses années... Il y a vraiment des arguments contre une divulgation précipitée des « objectifs de guerre » des alliés : une excellente raison pour se taire, est que les Alliés ne savent pas combien [d'objectifs] ils peuvent viser avec une perspective de pouvoir les atteindre. »

Il semble qu'à l'époque l'Irlande fut totalement en phase avec les ambitions impérialistes britanniques dans le monde, et tout à fait en harmonie avec le fondamentalisme chrétien qui les accompagnait.

L'une des principales raisons pour lesquelles la Grande-Bretagne est entrée dans la guerre européenne en août 1914 fut de profiter de la possibilité d'enlever la Mésopotamie et la Palestine aux Turcs. Bien sûr, il y avait un problème - la Turquie n'était pas partie prenante à cette guerre à ce moment-là. Il a fallu deux mois pour la

Grande-Bretagne pour trouver un « casus belli ». Mais il l'a fait le 5 novembre sur un obscur incident dans la mer Noire, et la conquête des territoires de l'Empire Ottoman fut enclenchée.

Avec la conquête des territoires de l'Empire Ottoman il y avait un autre projet, qui tenait au cœur de l'Angleterre libérale. C'était le projet de planter une colonie juive en Palestine pour des fins impérialistes britanniques. Il y avait bien entendu un mouvement sioniste qui avait le même objectif de création d'un état national. Mais les nationalistes juifs n'avaient pas le pouvoir de le réaliser eux-mêmes dans la région.

Au cours du dix-neuvième siècle, une impulsion chrétienne sioniste se développa au sein de la branche Non-conformiste du protestantisme en Angleterre (ceux qui refusaient la doctrine de l'Eglise anglicane, comme les Presbytériens et les Puritains qui furent à l'origine des Chrétiens sionistes, Ndt). Leur lecture de la Bible engendra une familiarité, et induira un fort intérêt, avec et dans l'idée d'une renaissance de la Terre Sainte et de la création d'une nouvelle Jérusalem. Il y avait une croyance encouragée par la lecture de l'Ancien Testament selon laquelle le retour du Christ dépendait du retour des Juifs dispersés à la terre de leurs ancêtres. Aussi, ce qui arriva à la Terre Sainte compta pour l'Angleterre chrétienne fondamentaliste, car beaucoup de promesses messianiques et de prédictions millénaristes en dépendaient.

Il n'y avait rien de ridicule dans la croyance et le désir que la puissance impériale pourrait être utilisée pour provoquer la fin de l'histoire et la Seconde Venue. D'ailleurs, des Catholiques irlandais comme Tom Kettle et Francis Ledwidge, commencèrent à voir les choses de la même façon qu'ils se sacrifièrent pour la cause.

Il y avait un autre facteur qui exerça une attraction gravitationnelle sur l'Angleterre en provenance de la Terre Sainte. Depuis la rupture avec Rome, l'Eglise de l'Angleterre manquait d'un foyer spirituel. L'Eglise catholique avait rebâti le foyer spirituel de la chrétienté à Rome, mais lorsque Henry VIII fit de lui-même le Pape des Anglais, il dut se contenter de Canterbury (une ville au sud-est de l'Angleterre qui est depuis le XVIe siècle le siège du chef spirituel de l'Eglise de l'Angleterre et de la Communion anglicane, Ndt).

Plus les Protestant anglais lisaient leurs Bibles, plus ils aspiraient à leur propre foyer spirituel – dans les Lieux Saints originels en Judée et Samarie. Et qu'est ce qui serait une meilleure riposte à Rome que de montrer son inauthenticité spirituelle en prenant le dessus avec la pièce maîtresse (en s'emparant de Jérusalem, Ndt).

Le sionisme chrétien fit son chemin dans les classes politiques de l'état britannique quand les Non-conformistes arrivèrent au pouvoir politique, et il devint une partie de la culture politique de l'Angleterre libérale malgré le fait que le Darwinisme semblait saper l'impulsion religieuse vers la fin du siècle.

Sous l'influence d'Herbert Sidebotham, un éminent journaliste libéral, et Charles Prestwich Scott, l'influent rédacteur en chef du « Manchester Guardian », on créa l'Ecole de Manchester du Sionisme Chrétien. Les chefs du nationalisme juif en Angleterre, Dr. Weizmann et Harry Sacher, furent eux-mêmes originaires de Manchester, et la ville devint le centre d'un projet sioniste impérial.

La colonie juive proposée en Palestine fut une construction britannique conçue comme une fondation de l'hégémonie impériale, et comme un autre état tampon entre l'Inde et ses ennemis potentiels. Cette colonie mettrait un terme, à tout jamais, à l'idée d'une ligne ferroviaire de Berlin à Bagdad, et freinerait toute ambition que le nouveau rival potentiel, la France, pourrait avoir dans la région.

La déclaration de Balfour fut publiée en 1917 alors que Jérusalem était sur le point de tomber dans les mains de l'Empire. Lloyd George, le Premier Ministre qui l'autorisa, fut élevé par un oncle, un prédicateur laïc dans l'Eglise baptiste millénariste, et « fut éduqué dans une école où l'on enseigna beaucoup plus l'histoire des Juifs que l'histoire de ma propre patrie ».

En 1903, alors qu'il était un simple député du Parlement, il dessina un plan de colonisation juive (« Jewish Colonisation Scheme ») pour Théodore Herzl, le fondateur du mouvement sioniste. La colonie prévue devait se situer en Afrique de l'Est britannique, mais en 1917, la vraie chose devint possible.

Le Premier ministre n'était pas seul. Sur les dix hommes qui faisaient partie de son cabinet de guerre à un moment ou à un autre, il y en avait sept qui venaient des familles Non-conformistes. Trois furent les fils ou petits-fils des prédicateurs évangélistes. Ils avaient tous une relation étroite avec l'Ancien Testament et les gens du livre.

Les mémoires du Commandant Vivian Gilbert furent publiés en 1923 sous le titre de « La Romance de la Dernière Croisade - Avec Allenby à Jérusalem » (« The Romance of the Last Crusade - With Allenby to Jerusalem »). Ils commencèrent avec un morceau sur le roi Richard Cœur de Lion et Sir Brian de Gurnay chevauchant loin de Jérusalem, après leur échec à s'emparer de la ville : « Dans le cœur de Sir Brian de Gurnay, il y avait l'idée d'une autre et une dernière Croisade qui arracherait pour toujours les Lieux Saints aux mains des infidèles » (page 1)

Le titre du chapitre XII du livre du Commandant Gilbert fut « Quand les prophéties se réalisent » et il fut à propos de la prise de la Ville Sainte :

« Enfin, Jérusalem était entre nos mains ! Dans les dix Croisades organisées et équipées pour libérer la Ville Sainte, deux seulement furent vraiment un succès, - la première menée par Godefroy de Bouillon, et la dernière par Edmund Allenby... puis voilà, nous nous sommes retrouvés à l'intérieur des murs eux-mêmes - les premières troupes britanniques à marcher dans la Ville Sainte !... Je me suis rappelé d'un vieil hymne que j'ai lu il y a plusieurs années. Elle fut écrit par Saint Augustin, ou à partir de ses paroles, et fut transmis de bouche à oreille dans les moyens âges afin d'encourager le recrutement pour les Croisades... Alors que je parcourais Jérusalem, les mots étaient sur mes lèvres ... Nous étions fiers que Jérusalem, après avoir languï pendant plus de quatre cents ans sous le joug turc, allait enfin être libre... Mais par-dessus tout, nous avions une grande foi inébranlable en Dieu, dont la miséricorde nous a accordé cette victoire... pour libérer la Terre Sainte pour toujours, pour ramener la paix et le bonheur à un peuple longtemps opprimé ! » (pages 171-177)

Avec la progression des Britanniques vers Jérusalem, beaucoup d'entre eux commencèrent à se voir comme des participants à la dernière Croisade. Tout le fondamentalisme chrétien absorbé par les gentlemen anglais dans leur éducation biblique dans les écoles privées prestigieuses (« Public Schools ») jaillit dans une grande flambée.

Ils venaient de reconquérir la Terre Sainte pour la chrétienté, après 700 ans d'occupation musulmane. Et que serait la Ville Sainte et la Nouvelle Jérusalem sans les Juifs ?

Le nationalisme irlandais entra en alliance politique avec les Non-conformistes dans le mouvement libéral « Home Rule » (un régime politique créant un parlement irlandais et accordant une autonomie à l'Irlande au sein du Royaume Unis, Ndt), et les Irlandais entrèrent en alliance militaire avec eux en 1914. En 1917, les Redmondites (les fidèles de John Edward Redmond qui fut député irlandais et chef du Parti Irlandais Parlementaire de 1900 à 1918, Ndt) devinrent des simples porte-paroles des intérêts impériaux britanniques, et ne formulèrent aucune critique sur ce qui se passait les concernant même. Et, bien sûr, John Dillon était un ami personnel et un confident du chef sioniste libéral Charles Prestwich Scott. Ainsi, l'« Irish News » de Joseph Devlin ne voyait rien de mal dans la colonisation, le nettoyage ethnique et la partition qui fut planifiée pour la Palestine, malgré le fait « d'en savoir quelque chose en Irlande ».

Pat Walsh

CCUN.org, le 8 mai 2008

Première publication à « Irish Political Review » Décembre 2007

Traduit par IA, le 26 juillet 2009

Source : CCUN.org

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19**